

# Compte rendu du Conseil communal - Gemeenteraad 24/09/2025

---

**M. le Président, Hassan Rahali :**

J'ouvre la séance publique.

**M. le Président :**

Très, très bientôt commencé. Mesdames et Messieurs, chers citoyens, bienvenue à ce Conseil communal du 24 septembre 2025. Chers collègues, chers conseillers, bonsoir et bienvenue. Je déclare cette séance du Conseil communal ouverte.

Avant d'entamer le tout premier point, qui est une interpellation citoyenne — j'adore les interpellations citoyennes, car le citoyen est impliqué, il vient lui-même exercer son droit, et c'est magnifique. C'est ça, la démocratie.

Avant tout, nous avons tous ici reçu une communication notable. En effet, notre commune s'est associée à une campagne de sensibilisation et d'information du Centre de prévention du suicide, à l'occasion de la Journée mondiale de la prévention du suicide, qui a lieu chaque année le 10 septembre.

Vous avez certainement reçu un petit bracelet bleu. Le service nous invite, si nous le souhaitons, à faire une petite photo avec ce bracelet, à votre guise, avant le 29 septembre, et à l'envoyer au service. Elle sera publiée sur I like Molenbeek. C'est notre façon d'être solidaires face à cette problématique malheureusement trop présente.

Cela dit, j'aimerais également vous dire qu'aujourd'hui était une journée très importante pour Molenbeek — et pas seulement pour Molenbeek, mais surtout pour nous. C'était le jour des résultats pour déterminer la ville qui serait la Capitale européenne de la culture.

J'aimerais dire que pour nous, nous avons gagné. C'est une très belle aventure. Chacun et chacune d'entre nous ici, surtout les concitoyens, les associations de tous genres, ont vraiment tout donné pour que Molenbeek brille. Et Molenbeek brille toujours, de toute façon.

Ce n'est qu'un début. Nous avons gagné quelque chose de très important : les cœurs. Les cœurs des gens, que ce soit au niveau local, national ou même international. Grâce aux réseaux sociaux, grâce aux médias, nous avons été transportés avec nos éclats positifs à l'international.

Molenbeek est une grande force. Nos atouts sont bien entendu notre jeunesse, dont je suis fière, dont nous sommes fiers. Il y a aussi l'expérience de nos aînés, et les talents. Nous avons

des talents extraordinaires. Je pourrais citer, par exemple, l'oncle de Monsieur Al Bilel, qui évolue au plus haut niveau mondial dans le football. J'ai eu le plaisir de le voir en live au Qatar en 2022.

Nous avons une diversité incroyable : plus de 180 nationalités différentes, plusieurs religions, et nous vivons dans une harmonie exemplaire. Je tiens à le dire. Dans ma vie antérieure de journaliste, j'ai énormément voyagé, et je peux vous dire que Molenbeek me manque après quelques semaines.

Nous avons une richesse culturelle extraordinaire, en parallèle avec cette diversité religieuse, linguistique, historique, et une grande richesse humaine.

C'est tout simplement une partie remise. Et nous allons gagner. Nous avons déjà gagné. Je vous remercie et je dis bravo à toutes les associations, à tous ceux qui ont mis la main dans la main. Un homme, un poète.

Cela dit, chers amis, je vais maintenant donner la parole au citoyen ou à la citoyenne qui va nous interpellier. Madame Garcia Fernandez, s'il vous plaît.

**Mme Garcia Fernandez :**

Merci, Monsieur le Président. Juste un point d'ordre : je constate qu'au niveau de la majorité, vous n'avez pas le quorum. Le maire a dit, le 16 décembre — c'est moi qui l'ai dit — que nous n'étions pas là pour assurer le quorum et que nous ne serions pas le quorum. Nous allons le faire par respect pour les citoyens. Sinon, nous serions partis.

**M. le Président :**

Je vous remercie, Madame Garcia Fernandez.. J'invite maintenant le citoyen ou la citoyenne à venir présenter son interpellation. Madame, s'il vous plaît, prenez place.

**Mme l'interpellante citoyenne :**

Bonjour. Je suis désolée. Je suis malade. Ce n'est pas mon meilleur jour. Je vais essayer d'être le plus clair possible.

**Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux, en tant que citoyens molenbeekoïses, nous souhaitons interpellier les autorités communales sur un sujet de préoccupation croissante : le précompte immobilier à Molenbeek.**

Le précompte y est parmi les plus élevés de la Région de Bruxelles-Capitale, alors que Molenbeek est la deuxième commune la plus pauvre en termes de revenus, avec quelque 20 000 € en moyenne par ménage, un chômage de 15 %, un taux d'emploi de 50 %, et près de 40 % de la population qui doit malheureusement bénéficier d'une aide sociale quelconque. Ce n'est pas une situation sociale réjouissante.

De plus en plus de ménages n'arrivent plus à couvrir tous les frais qu'ils doivent supporter. Depuis plusieurs années, les citoyens constatent une hausse continue et marquée du précompte immobilier. La Région de Bruxelles-Capitale et la Commune semblent ne pas prendre la mesure de la pression fiscale qui pèse sur les habitants de Molenbeek.

Cette charge fiscale devient de plus en plus lourde, tant pour les propriétaires occupants que pour les petits propriétaires bailleurs, avec des conséquences directes sur le niveau des loyers déjà élevés et sur le coût de la vie à Molenbeek, dans une commune où le revenu moyen est inférieur à celui de la Région bruxelloise, et où la précarité reste un enjeu majeur.

Il est particulièrement injuste et inacceptable que le précompte immobilier atteigne de tels sommets. Ce fardeau fiscal contribue à l'appauvrissement des familles, met sous pression les classes moyennes, et décourage même les investissements dans l'habitat.

Comment voulez-vous que les propriétaires privés molenbeekois puissent entretenir leurs biens avec leurs maigres revenus, issus du stress de leur travail et de la location d'un bien acquis dans l'espoir de pouvoir améliorer leur faible pension, lorsqu'ils sortent ou sont déjà sortis du marché de l'emploi ?

.

**M. le Président :**

Merci, Madame Houari.

**M. l'Échevin Haouari :**

**Monsieur le Président ?**

**M. le Président :**

Excusez-moi, Monsieur. Merci.

**M. Sumlu :**

Merci. J'ai combien de temps ?

**M. l'échevin Haouari : Monsieur le président?**

**M. Sumlu : Parce que, pour une fois que ça fonctionne, monsieur. Ah oui, c'est vrai que. Cinq.. Merci beaucoup, en tout cas pour cette interpellation. Et effectivement, nous vous soutenons., nous avons eu plusieurs fois la discussion au moment du budget 2025, et la majorité s'est félicité car c'était un budget de résilience certainement. Mais par contre, ce budget a pu être un équilibre grâce aux exigences de la région. Par contre, au moment même où nous votions ce budget 2025, ce dernier était déjà en déséquilibre car la zone de police demandait déjà un surplus de 200 zéro zéro 0 € pour 2025. De plus, au moment de la confection du budget, le CPAS avait déjà avancé un montant de 5 millions d'euros**

supplémentaires. Mais au final, pour que ça rentre dans un budget équilibré, le CPAS fait marche arrière en diminuant ce montant à 3 millions d'euros., sûrement, à un moment donné, ces millions devraient être trouvés pour 2025 en modification budgétaire. On avait bien précisé qu'on allait en tout cas voter contre ce budget, parce que cette augmentation du prix de précompte immobilier allait arriver en 2026. C'était inévitable et ça va arriver. Vous avez bien raison en tout cas de rappeler ce moment que ça va faire mal. Ça va faire mal parce que ce n'est pas que le prix a augmenté, il y a tout augmente. Et je vous comprends tout à fait que ça va faire extrêmement mal. Faire mal en tout cas au budget des ménages et surtout que pour la prime à la au logement, il faut rentrer vos primes très vite parce qu'il y a un montant qui est à allouer et c'est pour pas être dépassé. si maintenant vous rentrez trop tard, vous n'avez vous n'allez rien avoir en tout cas comme prime pour votre logement.

M. le Président : Monsieur Privat.

M. Kopriva : Merci beaucoup. Merci pour votre interpellation et je partage vraiment votre inquiétude. Le prix. Le précompte immobilier est vraiment beaucoup trop cher à Bruxelles et surtout les communes les plus pauvres. En fait, dans les communes les plus pauvres, le prix est plus grand que les communes les plus riches. là dessus, il y a déjà un déséquilibre à rectifier. Et c'est vraiment injuste parce que ceux qui ont travaillé toute leur vie, si tu as travaillé toute ta vie, tu payes et c'est toujours les travailleurs qui payent. Alors que les plus grandes épaulent les plus riches de la société, ils reçoivent souvent même des cadeaux., avec le PTB, on veut arrêter ça. Et à Molenbeek, on a tout fait pour avoir un budget qui protège justement les familles et on a essayé de faire contribuer le plus possible les les plus larges épaules, par exemple, les sociétés et les grandes sociétés de publicité, etc. Mais, il ne faut pas sous estimer les difficultés. Par exemple, nos communes voisins jettent Berchem aussi. Schaerbeek ont augmenté leurs prix dans une situation en fait moins difficile qu'à Molenbeek, parce que Molenbeek, en fait, doit fonctionner avec 400 € par habitant en moins que les autres communes. Je vais juste finir avec le gouvernement fédéral qui va nous imposer encore plus de coût. Ça, ça.

M. le Président : Va malheureusement, malheureusement.

M. Kopriva :, c'est pour ça qu'on va se mobiliser. Et je sais.

M. le Président : Que je dois vous.

M. Kopriva : Faire. Et aussi. Merci.

M. le Président :, je donne. Je donne la parole à,, Monsieur Didier Millicent., Monsieur Didier Van Mary, puisque vous avez changé de passé, effectivement.

M. Sumlu : Oui. Alors, nous vous remercions évidemment pour cette interpellation. Et nous comprenons parfaitement, évidemment, la difficulté pour les propriétaires de payer le prix de

l'immobilier, qui est devenu très, trop élevé pour beaucoup de familles, surtout que cette année, malheureusement, la maturité a cessé de diminuer le plafond de la prime mis en.

M. Van Merris : Place en son temps par les maires et de durcir les conditions d'accès. On sait que les que les monnaies payent.

M. Sumlu : Beaucoup.

M. Van Merris : Plus de contributions que dans d'autres communes. Et ce qui est désolant, c'est que les services communaux offerts en contrepartie sont de moins en moins qualitatif et vraiment, pour nous, les microbes méritent que l'argent collecté soit utilisé de la manière la plus efficiente possible afin de pouvoir à terme, réduire la charge sur les citoyens. Et pour cela, évidemment, ça demande des choix clairs et du courage. Merci.

M. le Président : Merci, Monsieur Alfano.

M. l'échevin Haouari : Merci.

M. le Président : Monsieur le président.

M. El Khannouss : Alors, je vais, comme mes collègues, d'abord remercier l'intervenante pour son interpellation citoyenne. Comme ça a été dit par mon collègue du PTB, effectivement, notre majorité pour 2025 a fait un exercice périlleux, a analysé évidemment la situation avec beaucoup de précision et a tout fait pour ne pas impacter nos concitoyens, entre autres en augmentant le précompte immobilier. Comme vous le savez, la situation financière de la commune de Molenbeek n'est pas des meilleures. Nous sommes une des communes, si pas la commune la plus pauvre. Et vous l'avez dit, madame, dans votre intervention de la Région bruxelloise. Mais elles sont face à un financement structurel de la part du fédéral. Ça a été dit. La dotation de la commune au CPS de 44 millions d'euros sur un budget global de 168 millions. Il faut savoir que l'exclusion des chômeurs qui nous est imposée va faire que la commune va devoir trouver des moyens supplémentaires, et c'est la loi qui nous y oblige, et c'est imposé par le gouvernement de l'Arizona. Nous allons devoir trouver des moyens et malheureusement l'argent sans devoir impacter nos concitoyens. Nous faisons tout justement pas tomber dans ce piège et nous trouvons des solutions alternatives. Ce qui a été le cas en 2025.

M. le Président : Merci pour votre écoute. Merci, Monsieur Alfano. Monsieur Azam.

M. l'échevin Haouari : Conservatoire certainement extrêmement important, surtout en cette période de hausse générale qui doit augmenter l'énergie, augmenter les produits par abonnement.

M. Azaoum : Et cetera, et cetera. Mais vraiment, tout a augmenté. Et il est vrai que la cerise sur le gâteau, c'est finalement ce précompte immobilier qui, d'année en année, continue à augmenter à des niveaux, mais qui sont complètement,, qui sont complètement déconnectés

de la réalité. Là, on est sur des précompte immobilier pour un appartement sur le haut de Molenbeek-Saint-Jean, c'est 3 000 €, 3 000 € de précompte immobilier que les gens doivent payer, ce qui est une somme qui est complètement,, je vous dis, mais,, et au delà, si, à la limite, si, à la limite, si, à la limite, il y avait du côté des services communaux, des services communaux efficaces,, en propreté, en sécurité et dans tous les autres sujets, je vous dirai, quelque part, je comprends cette, cette contribution et cette solidarité. Mais très sincèrement, lorsqu'on regarde les indicateurs et les voyants, il suffit d'ouvrir sa porte et sa fenêtre pour se rendre compte que la situation est extrêmement dramatique. moi, j'invite de manière claire et évidente, j'invite le collègue à s'interroger profondément. Parce que sinon les gens vont partir., on va continuer avec des gens qui partent parce qu'ils ne trouvent ni. Ni des éléments intéressants sur le sur la qualité de vie, ni. Ni d'ailleurs sur les finances.

M. le Président : J'ai dit Merci, Monsieur. Monsieur Houari.

M. Sumlu : À vous.

M. l'échevin Haouari : Merci, Monsieur le président.

M. le Président : Excusez moi, mais au fait, le votre. nous on n'avait pas clignoté, mais désolé monsieur. Avoir d'abord la parole à la salle. Allez y Monsieur Rachid Bensalah.

M. Sumlu : Je vous.

M. Azaoum : Remercie.

M. Salah : Monsieur le Président. Je tiens à remercier évidemment l'intervenante, la citoyenne qui, à juste titre et à raison,, s'alarme de la situation. Il faut savoir que nous nous allumons tous. Cette situation est compliquée. Nous devons,, pallier., la quasi majorité,, des responsabilités du fédéral, Ce fédéral qui laisse la quasi majorité du poids financier sur le dos des communes, sur le dos des CPS. Et là, en l'occurrence, à ma connaissance, le budget qui a été travaillé a tenté de faire au mieux pour éviter justement cette catastrophe sociale qui, à un moment ou un autre, malheureusement, va toquer à notre porte. Là, en l'occurrence, si la question qui qui est posée consiste, entre guillemets, à nous alerter. croyez nous, on l'est et on restera vigilants pour pouvoir travailler au mieux, pour justement éviter que tout le poids soit porté sur les épaules des plus faibles. Je vous remercie.

M. le Président : Merci, Monsieur Bensalah. Monsieur Houari.

M. l'échevin Haouari : Merci, Monsieur le président. Merci Madame, merci au Collectif citoyen de venir avec un sujet préoccupant, Effectivement. le sujet est préoccupant pour vous, mais il l'est aussi pour nous. Et, comme l'ont dit certains de mes collègues,, notre volonté est de ne pas augmenter le précompte immobilier., le budget 2025 a été voté, il est d'application en ce moment dans le budget 2025, Le précompte immobilier n'a pas été voté. Mais il n'y a pas que le budget 2025 qui a été voté. Il y a aussi le plan triennal pour 2025, 2026, 2027. Et dans le cadre de ce plan triennal, le précompte immobilier n'a pas été augmenté., la dernière fois que

le précompte immobilier a été augmenté, c'est en 2023. il a été et,, d'une manière assez, assez conséquente., si on remet les choses dans leur contexte, il n'y a aucune volonté. Et, je pense, l'ensemble des familles politiques présents dans ce conseil communal, il n'y a aucune volonté d'augmenter le précompte immobilier. Cela dit, comme l'ont dit certains de mes collègues, il a des contraintes. Il y a un transfert de la pauvreté, la pauvreté, il y a un transfert du fédéral vers les communes. Malheureusement, nous devons subir. Je vais donner quelques exemples. Je vais d'abord citer quelques communes qui ont augmenté leur précompte immobilier cette année, Des communes qui sont loin d'être dans la pauvreté, la précarité comme Molenbeek. Je cite la commune de saint Pierre qui augmentait de environ 20 % son précompte immobilier en 2020, alors qu'ils ne subissent pas les conséquences qu'on doit subir au niveau de la pauvreté, la pauvreté. Quand je parle de pauvreté, j'entends du transfert. Les transferts qui sont faits vers le CPS, les transferts faits par le CPS pour 2025 et qui valent à 43 000 700 zéro zéro 0 €. C'est quasi. On n'est pas loin du montant que rapporte le précompte immobilier pour la commune de Molenbeek. Malheureusement, le fédéral continue à transférer la pauvreté. Pourquoi je dis ça? Parce que les 43 millions servent principalement à payer la différence entre l'aide sociale qui est octroyée aux personnes qui la demande. Et je rappelle que le nombre de dossiers ouverts aujourd'hui au CPS de Molenbeek est de 6800 dossiers, alors qu'il y a dix ans, ce nombre était inférieur à 5000. L'augmentation est très importante, la pauvreté continue à progresser et malheureusement, avec les mesures prises par le gouvernement Arizona, à l'exclusion du chômage, ce chiffre va inévitablement encore augmenter. Et ce qui est le plus dommage, c'est que les transferts financiers ne suivent pas. le fédéral, le gouvernement Arizona, c'est une réalité. Excluez les gens du chômage. Les transferts vers le CPS, parce que ces gens ont bien besoin d'un revenu pour vivre ou survivre dans certains cas. Mais le problème c'est qu'il transfert pas les moyens financiers suffisants pour 2026. Les gens qui sont exclus du chômage, un remboursement de 100 % de l'aide accordée sera payé par le fédéral, mais en 2027, laid, subitement laid va diminuer à 85 %. Ça veut dire qu'il y aura 15 % à charge des pouvoirs locaux. Quand je disais pouvoirs locaux, c'est à charge des CPS et par conséquent des communes. Ces pour centages, bon, 15 %, ça peut paraître dérisoire, mais quand on fait le calcul de l'ensemble des dossiers qui seront transférés du chômage vers le CPS, cela fait des millions d'euros. Alors, comme je vous l'ai dit, la volonté est de ne pas augmenter au niveau de haut niveau de la Région bruxelloise. Nous ne sommes pas les premiers. Ce qui est avant nous forêts avant nous et Jette, qui n'est pas une commune pauvre comme Molenbeek. J'ai été exactement pile poil au même taux que Molenbeek. Et puis alors, il y a d'autres communes qui sont loin d'être pauvre, enfin qui ne connaissent pas la pauvreté qu'on connaît et qui sont vraiment pas loin de notre taux actuel. Comme l'a dit mon collègue Matteo du PTB, nous avons fait un effort considérable en 2025., vous pouvez. Ça a été présenté lors du budget, on a augmenté plusieurs taxes, on a essayé, on a tout fait pour toucher vers aller chercher l'argent vers les pôles les plus larges. Mais, on a cherché ce qu'on a pu, On a pu mettre le budget en équilibre grâce à ces augmentations taxes vers les épaules les plus larges justement. Mais, malheureusement,, malgré la volonté de l'ensemble des familles politiques, de la majorité en tous les cas, je suppose aussi de l'opposition, de ne pas augmenter le précompte immobilier, il y a des fois des contraintes qui font que. Et puis. Alors,

j'aimerais aussi dire que les instructions. Nous travaillons. Aujourd'hui encore, nous sommes en permanence en difficultés financières, en tous les cas depuis que cette majorité a été instaurée, ça fait maintenant dix mois. Nous sommes en grosses difficultés financières, nous avons régulièrement des réunions et aujourd'hui, nous considérons au niveau du collège, nous considérons que nous avons atteint le plafond au niveau des recettes., le travail qui a commencé ces dernières semaines se fait exclusivement au niveau des dépenses., nous voulons diminuer les dépenses pour parvenir à l'équilibre, même si l'équilibre n'est pas évident, évident à atteindre d'une année à l'autre. Parce que le déficit qu'on rencontre à chaque fois qu'on commence un budget, il est de entre dix et 15 millions d'euros à chaque fois. C'est un montant colossal à rattraper., aujourd'hui, nous travaillons exclusivement sur les dépenses. Nous considérons qu'au niveau des recettes, nous avons atteint les plafonds. Et cela, bien sûr, c'est pour éviter d'augmenter quoi que ce soit et notamment le précompte immobilier., je vous remercie.

M. le Président : Merci, Monsieur Houari. Madame, vous voulez peut être encore dire quelque chose?

M. l'échevin Haouari : Oui.

M. le Président : En fait je n'ai pas réponse à mes questions. Je n'ai pas une solution. J'ai l'impression d'être là pour être là, tout simplement. là je je je suis vraiment satisfaite de tout ce que ça a été dit, tout simplement. Je vous remercie quand même. Et. Et.

M. l'échevin Haouari : Je crois que c'est la faute de fédéral.

M. le Président : Mais oui, mais justement, mais écoutez.,

M. le Président : Le monsieur,, s'il vous plaît, vous n'avez pas demandé la parole et vous n'avez pas la parole. Il y a que les chefs de groupe qui s'expriment. Alors, s'il vous plaît respecter l'ordre.. D'accord. Merci. Je vous ai entendu. Vous avez une réaction de serrurerie?

M. l'échevin Haouari : Bon., madame,, par rapport,, à la question la plus importante. Oui.

M. l'échevin Haouari :.

M. le Président : Il peut réagir.

M. l'échevin Haouari :.,, comme comme j'ai dit, il y a un plan, il y a un plan triennal. si les conseillers continuent à parler, malheureusement, ça va être difficile.

M. le Président : S'il vous plaît, on laisse monsieur l'échevin parler, et je pense que c'est. Il y a quand même un président ici dans cette salle. Il faudra respecter que même l'ordre, s'il vous plaît., je n'ai des leçons à recevoir de personne. Merci. Je sais ce que je fais et je ne vois pas. Monsieur l'échevin. Et Madame aura le dernier mot. Et si monsieur l'échevin Désir de réagir à

nouveau, il le fera. C'est son droit. Et elle aura aussi le droit de réagir, même 1000 fois, si elle a envie. Si., Le dernier mot était à celui du collègue. Merci.

M. l'échevin Haouari : madame, l'information la plus importante est que, au niveau du plan triennal, le plan triennal, c'est le budget 2025, 2026 et 2027. Nous n'avons pas prévu d'augmentation au niveau du précompte immobilier. Le plan a été validé par le conseil communal. Il a été validé au niveau régional par la tutelle et il n'y a pas d'augmentation du précompte immobilier du cadastre en 2025, 2026 2027. Le plan tel qu'il a été voté aujourd'hui.. Merci Madame.

M. l'échevin Haouari : La gentille.

M. le Président : Maman qui est en train d'élever un enfant toute seule et qu'il a qu'un salaire, c'est le son seul revenu. Je ne sais pas si vous considérez déjà ce précompte qui est déjà qui ne va pas être augmenté. Je ne sais pas si je dois m'estimer heureuse de dire ah oui, mais après ça ne va pas en 2026. Mais déjà en attendant, là, maintenant, on est tous en train de souffrir, tout en train d'étaler tous les mois, c'est pour nous, c'est catastrophique. déjà en attendant, il nous faudra une solution quelque part, que ce soit avec X ou avec Y. Qu'est ce qu'on peut faire? Où est ce qu'on peut aller se battre pour ce point là? Puisque la commune de toute façon, elle ne trouve pas une solution pour nous en nous, et c'est juste la solution. C'est juste nous dire écoutez c'est très bien, c'est super, vous aurez l'année prochaine le même précompte, mais en attendant, ce précompte là, on fait quoi en attendant, on vit comment? En attendant, on survit comment? monsieur, on n'arrive même pas à la moitié du mois Monsieur. du coup, c'est., je vous remercie, Je prendrai pas plus que ça de votre temps. mais mais bon, je je je chercherai un. Je ne sais pas comment, mais. Mais il y aura bien une solution quelque part. Ce que c'est, c'est plus possible. Ce n'est juste plus possible. Ou alors on vend et on devient locataire. Ou alors on va au CP. Je. Je sais,, c'est c'est vraiment.. Je vous remercie. Merci beaucoup.

M. le Président : Merci, Madame, pour votre,, interpellation et votre présence. Merci. Très bien. Nous allons au point deux. question d'actualité., Monsieur Loup.

M. Sumlu : Merci, Monsieur le président. Le mois dernier,, j'avais introduit une question d'actualité qui a été refusé en disant que,, il y avait déjà suffisamment de questions d'actualité. Et j'ai posé la question à la commune, enfin au secrétariat communal qui avait posé autant de questions. il y avait deux questions de groupe PS et une question du groupe PTB. Et au début du conseil communal, Je vous ai posé la question en disant est ce que c'est normal? Ce n'était pas. Est ce que. Un question d'actualité par groupes politiques, vous m'avez dit Non, non, celui qui rentre en premier. Je viens d'ouvrir le droit du conseil communal qu'on a voté. Qui est qui est? Qui est voté et qui est en ligne sur le site de la commune? Qui dit article 31. Conditions de recevabilité. Recevabilité de la question d'oral et d'actualité. Le nombre total de questions d'actualité par le conseil communal est limité à trois. Chaque groupe politique, quel que soit son nombre et de son nombre de conseillers et conseillères ne

pouvant en introduire qu'une seule. je précise chaque groupe politique ne peut introduire qu'une seule question d'actualité. Alors je vous pose la question pourquoi le mois dernier? Ma question d'actualité a été refusée, tout en sachant qu'il y avait deux questions qui étaient introduit par le groupe PS. Merci pour votre réponse.

M. le Président : Merci pour votre question, monsieur. Il s'agit là tout simplement d'une erreur. Ça arrive. Errare humanum est. S'il vous plaît, s'il vous plaît, s'il vous plaît, s'il vous plaît. C'est monsieur qui avait la parole. Je j'ai repris la parole. Et. Ceci dit, nous avons eu un cas similaire cette fois ci, et nous avons respecté le roi.. Sans rentrer dans les détails, je vous remercie. Alors je donne maintenant la parole à Monsieur madame Garcia. Ah oui, D'accord.

Mme Garcia Fernandez : Merci, monsieur le président.. Je constate que la majorité n'est toujours pas en nombre. Nous allons aborder une question cruciale, puisqu'il s'agit de la note de politique générale. Je rappelle que vous avez. Cette majorité a été mise en place grâce à l'opposition. Mais là.. En tout cas, le maire ne sera pas le forceps, ce qui vous permettra de réaliser l'accouchement parce que c'est c'est un signe que vous envoyez à la population. Comment allez vous faire pendant les cinq années à venir, si vous n'êtes pas capable, pour la présentation de votre note de politique générale, de réunir vos troupes? J'ai dit Et le MRC y va. Merci.

M. l'échevin Haouari : Le président.

M. le Président : Merci. Oui Monsieur le.

M. Azaoum : Maire, j'estime que la majorité manque à ses obligations. Vous êtes dans l'obligation d'avoir une majorité en nombre. Vous ne l'avez pas. Ce n'est pas la première fois. Ça fait un an seulement qu'on est installé. Le nombre de fois où on a raté un conseil communal, parce que la majorité n'est pas en nombre. C'est un pur scandale. Je vous invite à vous interroger collectivement.

M. le Président : Merci.

M. Azaoum : Et très bien., nous sommes.

M. le Président : Dans les questions d'actualité. Je vais donner la parole à,, Monsieur Bensalah. Monsieur. Excusez-moi monsieur. Madame? Oui, j'ai pas vu à vous.

M. Azaoum : c'était juste pour vous dire,, que le groupe TF1.

M. El Khannouss : Va quand même rester, par.

M. Sumlu : Respect.

M. El Khannouss : Pour certains conseillers, parce qu'il y a quand même des points qui doivent passer.

**M. Azaoum : Pour des votes.**

**M. El Khannouss : Pour des pour les différentes,, pour les différents a.s.b.l. Et c'est pour vous rappeler que, le TFA c'est reprendre ses responsabilités, malgré que certaines personnes dénigrent et manque de respect à ce groupe. on va rester pour soutenir cette majorité. J'ai dit.**

**M. le Président : Merci Monsieur. Madame, Monsieur.**

**M. Sumlu : Vu que c'est le moment des annonces. en fait,, on l'a fait pendant le vote pour la désignation des échevins. C'est vrai que nous sommes que deux. Parce que vous dites on n'est pas beaucoup, mais parfois c'est utile. On a fait pour le vote du budget. Vous vous souvenez, C'était le jour de mon annif. J'étais. On était quasi seuls. Vous avez même chanté Bon anniversaire. C'était sympa. Mais bon, parfois je peux pas introduire des questions d'actualité parce qu'on interprète mal effectivement le roi. Les erreurs humains, ça arrive, mais nous allons rester effectivement aussi.. Par respect en tout cas pour ce travail,, de déclaration politique communale. On va rester en tout cas pour voter ce point aussi.**

**M. le Président : Merci, Merci monsieur. Et,,, nous allons entamer le deuxième point. la deuxième question d'actualité et c'est Monsieur, Salah qui a la parole.**

**M. Salah : Je vous remercie, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les échevins. Conseiller. Mesdames et Messieurs.. C'est avec une profonde inquiétude et une grande gravité que. Il est complètement. En fait, il est. Le câble.. Merci., c'est avec une profonde inquiétude et une grande gravité que je prends,, la parole aujourd'hui. Le gouvernement fédéral, par la voix de la ministre N-VA, a décidé de supprimer le financement dédié au plan grand froid. Une décision brutale, injustifiable, qui met,, directement en péril la vie des plus vulnérables dans notre pays. Cette mesure ne relève pas seulement d'un choix budgétaire. Elle traduit une rupture du pacte fondamental qui lie un Etat et ses citoyens les plus fragiles. En étant chef de groupe d'un parti dans la majorité. Je ne peux rester silencieux face à une telle régression sociale. Et je m'adresse ici à vous, non pas dans une logique d'opposition, mais avec le devoir de préserver l'essentiel la dignité humaine. La solidarité en hiver n'est pas un luxe, c'est une nécessité et c'est aussi un engagement que j'ai toujours défendu dans une commune comme Molenbeek, où les défis sociaux sont immenses. Comment allons nous assurer une continuité dans la protection des personnes sans abri, des familles à la rue, des jeunes isolées? Quelles solutions d'urgence seront mises en œuvre? Si demain le thermomètre, le thermomètre chute et que l'Etat fédéral détourne le regard?, mes questions sont les suivantes. Le collège a t il officiellement a été informé de cette. De ce désengagement? Dispose t on au niveau communal des leviers nécessaires pour garantir un dispositif grand froid opérationnel. Et surtout, quelle initiative politique et intercommunale envisageons nous pour suppléer à cette carence de l'Etat et faire entendre notre voix auprès des autorités compétentes? Ce n'est pas seulement une question sociale, c'est une question de civilisation. Et je suis convaincu que collectivement, nous ne pouvons pas. Dans une société**

où l'on meurt de froid, dans l'indifférence. Dans une société où on meurt de froid. Dans l'indifférence. Fermer les yeux pour une. Pour une telle tragédie. Je vous remercie.

M. Azaoum :

M. le Président : Merci, monsieur Bensalah.. J'avais vu. Monsieur. Madame? Oui..

M. l'échevin Haouari :

M. le Président : Normalement, dans une question d'actualité, c'est., c'est pour ça.. Merci.. monsieur,, de bloc.

M. le Bourgmestre f.f. :, Monsieur le bourgmestre va répondre si nous avons reçu une information concernant,, cette décision. En tout cas, moi, en tant que échevin du logement. Non, Je peux vous dire que chaque semaine, les équipes de la commune, en fait, sont confrontées à des gens qui, en fait dorment dans la rue. Peut être vous avez vu, mais il y a des gens qui dorment dans l'entrée de la maison communale. Heureusement que la commune a encore un service sans-abrisme. Monsieur le bourgmestre peut compléter. Mais c'est une catastrophe parce que malgré que c'est effectivement un plan qui est concentré, des mesures qui sont concentrées par la ville de Bruxelles, évidemment, il y a un canal entre nous, Je peux vous dire que ce canal, évidemment, c'est pas une barrière. Le sans-abrisme est bien présent sur l'entièreté de la région, mais aussi sur notre commune., je pense que les services interviennent chaque semaine pour,, en fait, aider pour orienter les personnes sans abri vers les services compétents. Si maintenant ce service ferme leurs portes, je j'appréhende en fait les conséquences pour nos services que notre commune je crains. En fait, je crains vraiment. Ensemble avec les mesures Arizona qui vont probablement. Fragiliser les gens et causer toute une série de d'expulsions suite à des non-paiement par les familles qui vont perdre du pouvoir d'achat. les mois et les années à venir. Je pense que on va devoir se mobiliser pour permettre à des gens de trouver des. Des logements. Il y a trop de gens qui appellent risque d'expulsion dans la rue. Et franchement, c'est une des choses peut être la plus difficile d'être riche. Fin de logement. C'est évidemment les gens t'appellent et tu as en fait pas tout à fait les compétences ni les moyens pour répondre à tous ces gens dans les dents, dans la détresse..

M. le Président : Merci, Monsieur.

M. l'échevin Haouari : Monsieur.

M. le Président : Ah oui!, monsieur le bourgmestre faisant fonction.

M. le Bourgmestre f.f. : Non, c'est tout court. C'est pour dire que nous avons pas reçu l'information. Par contre, nous avons bien évidemment un dispositif médiation concernant ce genre de de dispositif ou en tout cas on met un dispositif sur pied avec les gardiens de la paix, la police, la propreté publique pour, toute une série de de d'occupations qui sont faites dans les rues. Vous avez pu remarquer que il y a de plus en plus d'occupation dans les rues, dans les parcs publics. Et malheureusement, nous sommes. comme c'est pas la mission ou l'objectif

des. Des parcs publics et des espaces, nous devons. Pour éviter que cela devienne des occupations permanentes, nous devons agir pour essayer de faire en sorte que les parcs soient libérés et qu'ils retrouvent les justement leurs, Leur leur objectif principal et leur rôle principal.

M. le Président : n'y a aucun problème, monsieur.

M. El Khannouss : Merci, Monsieur le président. Je remercie mes collègues pour la question d'actualité et les réponses apportées par le bourgmestre en fonction et par mon collègue l'échevin du logement. Comme vous le savez tous, le CPAS a, dans ses missions, a dans ses missions une mission obligatoire qui est celle de s'occuper justement à travers des plans qui sont définis, des personnes qui sont sans domicile fixe. C'est ainsi d'ailleurs que nous avons un certain nombre d'assistants sociaux qui, tous les jours, accueillent dans nos locaux des personnes qui sont qui vivent dans la rue. Et construire avec eux un projet, c'est d'abord leur donner une adresse, c'est à dire une adresse de référence. Et la loi prévoit qu'on peut inscrire quelqu'un au CPAS. Et à travers ça, évidemment, il y a tout un processus d'accompagnement L'accompagnement qui vise à permettre à ces personnes de sortir de leur situation de sans domicile fixe, à travers la recherche et l'aide qui est nécessaire pour pouvoir obtenir un logement. Lorsque les personnes obtiennent cet accompagnement et qu'ils remplissent les conditions, nous leur octroyons une aide matérielle, mais aussi un accompagnement pour équiper leur futur appartement qu'ils vont occuper, en complément et toujours en collaboration avec les services communaux d'ailleurs. Et nous avons un dispositif qui fonctionne en grande partie grâce à ces financements qui nous viennent du fédéral. Et il est clair que si ces financements étaient amenés à disparaître, cela mettrait non seulement le CPS dans des difficultés extrêmement importants, même s'il s'agit de financements différents, mais qui ont le même objectif, c'est de permettre à des personnes sans domicile fixe de pouvoir retrouver la dignité, de pouvoir vivre dans de bonnes conditions et de pouvoir tout simplement avoir une vie digne et normale dans notre société. Merci pour votre écoute.

M. le Président : merci beaucoup. en fait, j'ai eu j'ai donné la parole à Monsieur Alfano dans le cadre de la présidence du CPAS pour avoir un complément d'information. Sinon, vous avez raison., en tant que conseiller simple, il n'aurait pas eu le droit de à la parole., Monsieur. Madame, Oui, c'est un mot d'ordre.

M. Mahdaoui : Oui, c'est moi, mais juste pour rappeler que Monsieur Cano c'est est conseiller communal ici. quand il vient en tant que président, il vient pour présenter son budget, présenter tout ce qui a trait au CPS, Sinon à chaque fois, sans vous manquer de respect, Monsieur, Monsieur Canossa, Mais, le règlement, il est fait pour tout le monde.. Merci.

M. l'échevin Haouari : Oui, s'il vous plaît.

M. le Président :, en fait, effectivement. Au fait,, messieurs,. en fait, le comme j'ai précisé avant de vous dans la parole que c'était tout simplement pour apporter un complément

d'information qui, pour ma part,, je pense qu'il est utile pour nous tous.. Mais sinon pour le reste, la la, la loi, elle est pour tous. Et je vous donne raison. Merci. Salah.

M. Salah : Je vais demander quelque chose d'assez exceptionnel. ici.. Serait il possible que mon temps de parole soit attribué à Monsieur Madani car je sais qu'il est touché par la situation Et, je sais qu'il a des choses à dire par rapport à ça. Ça ira? Okay. Alors avec plaisir.

M. l'échevin Haouari : Je vous remercie, Monsieur le président.

M. Salah : Je vous remercie, Monsieur le président. Monsieur l'échevin, Monsieur le bourgmestre. Monsieur le Président du du CPS, je tenais à vous remercier pour ces informations. Je pense que les gens doivent l'entendre. Molenbeek, avec toutes ces difficultés, veillera à faire en sorte de pouvoir accompagner, aider et laisser personne sur le côté. Ça fait partie de l'ADN de notre commune. Et à l'heure où le froid toque à nos portes, c'est dans la difficulté qu'on se rend compte de l'humanité. Que ce soit des institutions ou que ce soit de simples gestes de citoyens. C'est pour ça. C'est pourquoi je tiens à vous mettre en avant l'importance de votre vigilance et faire en sorte que tous les services, police, prévention, tous les services puissent être aux aguets pour veiller à faire en sorte qu'il n'y ait pas un drame dans notre commune. Je vous remercie.

M. le Président : Merci, monsieur Bensalah.. L'incident est clos. Je vais maintenant que au tribunal, me au salon aux actuelles Actualités. Over drugs in Grimbergen.

Mevrouw Sagon : In the city. Build in. The earth September in the life in the. World. Is that work? In an homme having in. Justice. Organiser le bird over the end of. The up the cure standing in the Johnstone and the drama must and the. Weather in the maritime that are siege is the information ni communication is so so I have been that will when the Wildcats problème. Spécifique Warlock war booster that for it in just in Pharmacie et communication. 11,2 onze Average. Here comes the Vaujany over under Molenbeek burst. Salut Lucas. Si Notre vodoun et notre commissaire Third in nederland. Don't like a concrete material. Salut Nemo, un bête tout comme sujet inside sneakers et badge de commissaire mais Bedrock. Niveau policy Agent in the zones of art of initiative the self under nommé Missing. On en health and. The. Transparency.

M. l'échevin Haouari : Je les ai.

Mevrouw Sagon : Deux de ces équipes. The division over the Zig. Zag Niveau over the cure policy. Agents in the zone in order. André Infirmiere Van Helsing. Recently analyzed. Sites inside.

M. le Bourgmestre f.f. : Madame, je vous remercie pour vos questions. En ce qui concerne la réunion con dont vous parlez ou il y avait aussi, on parlait aussi néerlandais. Je tiens quand même à le préciser. Il y a eu. En fait, c'était. Nous avions. Nous avions en fait voulu le faire dans le quartier qui était concerné par la zone. Bien sûr, il y avait d'autres possibilités,

possibilités, mais nous avons décidé de le faire le plus à proximité de la zone concernée. Nous n'avions pas prévu qu'il y aurait en fait une diffusion aussi large concernant ces problèmes là, parce que nous nous. Nous, nous avons imaginé que ça allait en fait. Et nous avons fait une distribution, un toutes boîtes dans le quartier bien précis, parce que nous avons identifié que. qu'il y avait un besoin d'information à ce niveau là. Bien sûr, il y a un autre besoin d'information par rapport à toute la population, mais là il était urgent, en fait, de discuter et de d'avoir un dialogue et faire une présentation dans ce quartier bien précis. Nous n'avons, comme je vous dis, nous avons pas imaginé qui aurait eu cette, ce retentissement médiatique s'il n'y avait pas eu ça. En fait, puisque deux tiers des personnes venaient aussi d'autres quartiers. La salle aurait été largement suffisante. Nous allons bien sûr organiser d'autres réunions. Mais pour l'instant, même concernant le quartier dont vous parlez, la rue dont vous parlez. Et on a reproché de ne pas avoir informé ou de ne pas avoir fait une,, une déclaration par rapport à ça, mais c'est parce que, précisément, le parquet a demandé de ne pas communiquer du fait des informations de l'enquête qui est en cours., nous ne pouvons pas communiquer à ce niveau là. Et même si ça nous est reproché, nous ne pouvons pas le faire parce que l'enquête est en cours. En ce qui concerne les rajouts, vous avez pu entendre le mois dernier une information que je n'ai pas eu lorsque j'ai été voir. En fait, le ministre, à peine quelques jours avant la réunion du conseil communal, j'avais une réunion au cabinet du ministre de l'Intérieur. Une présentation générale des effectifs et des des services spécialisés avait été faite, mais il n'y avait nullement, en fait de propositions, malgré nos demandes, et j'étais en présence du chef de corps. Malgré nos demandes de soutien supplémentaire et de. De soutien supplémentaire et d'une demande claire pour des effectifs supplémentaires, comme l'a fait d'ailleurs aussi le procureur du Roi quelques jours auparavant, pour justement demander des moyens financiers et aussi de recherche pour ces enquêtes. Malheureusement, je n'ai pas reçu l'information, mais vous l'avez, vous l'avez entendu en fait, de la bouche d'une conseillère communale du maire qui apparemment a eu des contacts. C'est le mois passé. Je ne sais pas si vous étiez présente ou bien ou si vous aviez pu,, identifier cela, mais il a été dit que, en fait, le plan Canal allait être mis sur pied sur. Et le plan Canal, c'est un plan qui concerne trois communes, en l'occurrence Saint-Gilles, Molenbeek à Anderlecht, où il y aurait 100 agents supplémentaires qui seraient en fait mis par rapport à,,, à ce phénomène là. Alors, le plan Canal, il a. Vous savez que, en fait, les policiers peuvent décider de d'aller dans une commune ou une autre, puisque c'est comme ça que la réforme de la police a été faite en 2005, si je ne m'abuse. Ils peuvent décider d'aller dans l'une ou l'autre commune. Ce qui nous pose à nous des problèmes, parce que ce n'est pas spécialement la commune ou les agents, choisissent de venir. Par contre, au niveau du plan Canal. La police, en fait, les effectifs, là, ils ne peuvent pas choisir la commune dans laquelle ils veulent en fait, aller travailler. Et le plan Canal, lui, il permet directement de mettre ses effectifs à disposition des communes. en fait, ça c'est typiquement les choses, les choses importantes ou positives qui peuvent amener quelque chose. Et le chef de corps, et on a envoyé,,,, un courriel au ministère, au ministre pour dire que. On est pour,, on demande qu'il y ait ce plan Canal, qu'il vienne qui vienne pour nous permettre de renforcer nos effectifs policiers, ce qui aura aussi un impact positif par rapport à la sécurité. Nous n'avons pas

demandé des militaires, mais bon, apparemment, c'est quelque chose qui, comme je le disais encore et je l'ai dit l'autre fois, comme disait. Comme dit mon collègue Philippe Close,, nous sommes en Belgique, les choses qu'on ne demande pas arrivent. Et il n'est pas, on va dire, quelque chose de surprenant que l'on voit venir aussi des militaires. Mais nous, nous sommes pour la police. les réponses aux questions que vous avez posées.

M. le Président : Merci. il y a 20 secondes.

Mme Garcia Fernandez :, merci.

Mevrouw Sagon : Pour ces.

Mme Garcia Fernandez : Informations.

Mevrouw Sagon : quelques éléments de réponse quand même.

Mme Garcia Fernandez :.

Mevrouw Sagon : Deux tiers de personnes qui venaient d'un autre quartier. Je pense que si c'était le cas, parce que.

Mme Garcia Fernandez : Je.

M. le Président : Ne.

Mevrouw Sagon : Vois pas comment vous.

M. le Président : Avez pu.

Mevrouw Sagon : Savoir ça. si c'est le cas, ça montre en effet le besoin d'information. Alors, une de mes questions très précises était aussi de savoir quand est ce que vous allez organiser d'autres réunions? Vous n'avez pas répondu à ça et je trouve ça dommage. Deuxièmement, s'il y a quelque chose qui se passe dans le monde, personne va vous demander de partager des informations confidentielles sur l'enquête en cours. Ce n'est pas du tout ça. Mais par exemple, le fait que vous êtes dans la rue, même pour aller discuter avec les citoyens et peut être là on revient à chaque fois sur ce même élément, le fait que vous avez un collège incomplet et le fait que vous avez des compétences sur des compétences, sur des compétences et que peut être vous n'avez pas le temps pour faire ce travail. Mais dans le monde idéal, vous prenez le temps de passer dans une rue où il y a eu deux accidents de violences graves dans une semaine., je sais que des suggestions, mais ce sont des suggestions qui vont vraiment être appréciées par les citoyens de Molenbeek. Pareil d'ailleurs. On comprend le focus sur Bonne vie, mais comme mon collègue, Zoom nous a déjà dit Mon collègue aimerait Oui, c'est mieux. Et comme on le voit, c'est que la violence se déplace maritime. Entre temps, on a eu deux incidents.

M. le Président : Jeudi.

Mevrouw Sagon : Passé, de nouveau à 11 h 30. C'est pas si tard. Le soir, mon mari était en train de faire son jogging. Il a été confronté à ça. La dame à côté de moi., on a on a, on a tout le monde à ses histoires. On me demande. On comprend que vous êtes dépassés tellement Et vraiment, si on comprend que ça doit être hyper énervant. Même qu'une conseillère communale et maire a plus d'informations que vous même et que vous avez une réunion avec le ministre et que ces informations.

M. le Président : Sont à partager.

Mevrouw Sagon : Oui, c'est bon le temps.

M. le Président : Et minute il reste.

M. le Bourgmestre f.f. : Madame. Franchement? Oui, oui, comme on dirait. Je comprends. Mais je. Je ne me suis pas plaint auprès de vous du fait que je suis submergée. Vous revenez chaque fois avec cet argument. Mais, madame, passez dans une rue, ce n'est pas un problème. Comprenez, je peux prendre dix, quinze, 1 h, ce n'est pas le problème. Mais encore une fois, aller sur place alors qu'une enquête est sur pied, elle est en œuvre où je ne sais même pas avec qui je vais parler. Vous. J'ai bien vu le poste par rapport à la dame qui se plaint dans sa rue. Oui, je veux aller dans la rue. Je veux parler à des personnes. Les personnes qui sont là peut être, je ne sais pas qui c'est ces personnes, vous comprenez, Ce n'est pas ma présence qui est importante. C'est ce qui est important, madame, c'est de prendre Le travail comme il faut, c'est à dire les contacts avec les policiers. Et ce ce fonctionnement là a mené à ce que vous parlez de quinze fusillades sur les quinze fusillades. 80 % des auteurs de faits ont été placés en mandat d'arrêt et ont été présentés au parquet du roi. C'est cela qui est important. Ce qui est important, bien sûr, c'est de communiquer. On a. On ne veut pas faire. Je veux dire, on ne veut pas se ménager par rapport à l'information. Mais ce n'est pas spécialement le fait d'aller. Oui, c'est une façon de faire, d'aller, d'aller sur place pour parler. On va faire une réunion d'information dès dès qu'il est possible de le faire pour les quartiers qui sont concernés, On va continuer à le faire. Ce n'est pas, on va dire, ce n'est pas encore. Il y a un programme, on a. Nous avons. Nous avons un programme pour aller dans les quartiers, pour faire ces présentations. Nous sommes en préparation. On ne va pas directement vous donner la date, cette date n'est pas encore déterminée, mais c'est nous même qui avons proposé de le faire et nous allons le faire. Mais je ne me plains pas du tout madame. Du temps que je n'ai pas ou de quoi que ce soit, je ne me suis pas plaint auprès de vous et je vous demande de ne pas penser que je suis submergé par quoi que ce soit. Nous faisons le travail, peut être pas comme vous vous souhaiteriez le faire. Je je suis tout à fait d'accord que vous avez une autre conception, mais moi je pense que ce qui est plus important, c'est d'avoir des résultats et d'être en contact et d'être avoir toutes les informations et de pouvoir prendre des décisions en concertation avec les services qui sont là et qui travaillent pour justement, cette cette matière là en particulier. Et je pense que ça fonctionne puisque nous avons des résultats qui sont concrets. Nous ne sommes pas à 100 %, par contre de ne pas avoir l'information de la part du ministre, moi, j'en suis désolé parce qu'il y a même deux jours avant, j'étais j'étais

avec lui. Alors c'est parce que peut être je ne suis pas d'humeur ou je ne sais quoi, mais moi, deux jours avant ou trois jours avant, j'étais chez le ministre et on demandait clairement les moyens financiers et savoir ce qui était mis sur place sur pied. Et nous n'avons pas eu l'information, et c'est la conseillère maire qui a obtenu cette information. Par contre, dès que nous l'avons su, nous avons discuté. Le chef de corps a envoyé, a contacté le ministère pour avoir les informations complémentaires par rapport à ça. Et apparemment, le plan est prévu pour ça. Maintenant, vous dire quand ça viendra, bien sûr, nous l'avons demandé, mais nous n'avons pas reçu l'information.

M. le Président : Merci. monsieur.

Mevrouw Sagon : Monsieur., merci beaucoup pour les explications supplémentaires. Je suis d'accord, le travail de service est à saluer, mais je m'excuse, je reviens à chaque fois là dessus. Mais il est 24 septembre, on a eu une session d'information que pour le quartier Bonne vie pour 30 40 personnes, ce n'est pas assez. En fait c'est ça, je pense qu'il y a plusieurs moyens via les canaux officiels de la commune de Molenbeek. Par votre présence, je sais que vous vous dites ce n'est pas important, mais si c'est important de voir la gouvernance et par ces réunions, sessions d'information, ce sont des choses qui vont être appréciés. Et là aussi, vous pouvez expliquer encore plus clairement comme quoi il y a énormément de choses qui sont en dehors des compétences de Molenbeek, parce que c'est ça aussi, il y a une frustration avec la population qui ne comprend pas, et ces sessions d'information permettent de contrer ces frustrations et de dire,, on n'est pas, on est limité aussi nous mêmes.. Mais, merci beaucoup.

M. le Président : Et ils veulent... Monsieur le bourgmestre faisant fonction. il.

M. Azaoum : A la parole.

M. le Président : Pour la déclaration de politique générale 2024 2030. S'il vous plaît!

M. le Bourgmestre f.f. : Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nous nous tenons aujourd'hui devant vous pour présenter le document qui guidera l'action de notre majorité pour la législature en cours, qui a déjà débuté la déclaration de politique communale. La déclaration de politique communale Van Dax Dans vos, on me documente présenté Date d'accise van 11 mai de Red Voor de commune de législature sur documents tels que Bullet V Clearing. Ce texte n'est pas le simple programme d'un parti ou d'une coalition. C'est un contrat de confiance avec l'ensemble des Molenbeek. Quoi? Une feuille de route ambitieuse et réaliste pour construire ensemble un Molenbeek plus solidaire, plus sûr et plus prospère. The text needs Omar programme Van Partez Ocean coalition autiste underground contract metal Molenbeek, un art ambitieuse. Un reality sur route. Quatre hommes Sam un solidaires de veille Les Girls and well van der.

M. Sumlu : Molenbeek.

**M. le Bourgmestre f.f. : Uptobox, The bones. Je sais que l'opposition a étudié ce texte avec attention et c'est une bonne chose, car au delà de nos divergences, nous partageons tous la même volonté de voir notre commune s'épanouir. Je vous invite à considérer cette DPC. non pas comme un sujet de confrontation, mais comme un point de départ pour un débat constructif, respectueux et au service de notre population. Notre vision pour Molenbeek commence par un engagement fondamental, une gestion éthique transparente et responsable de notre commune. C'est la fondation sur laquelle nous bâtissons toutes nos actions. Nous renforçons la démocratie et la participation. Au delà des déclarations de principe, la DPC prévoit des mécanismes concrets pour impliquer les citoyens et les associations dans les décisions qui les concernent directement, afin de renforcer la démocratie participative à Molenbeek. Nous garantissons une gestion saine et éthique. Cela signifie une transparence totale sur les finances communales. Une politique d'investissement rigoureusement responsable, Sable, excluant tout investissement dans des entreprises violant des droits humains ou le droit international. C'est un engagement fort qui sera couplé à la mise en place de structures indépendantes pour veiller à la bonne conduite de nos politiques. Nous positionnons notre administration au service de la population. Un personnel communal motivé, bien formé et efficace est la clé pour répondre aux besoins de nos habitants et améliorer le service public au quotidien. La gestion est un outil au service du citoyen, pas une fin en soi. Ceci n'est pas une simple promesse de campagne ou politique. C'est un engagement solennel à redonner aux Québécois la confiance dans leurs institutions. Le cœur de notre projet politique est de faire de Molenbeek un lieu où chacun se sent en sécurité, respecté et intégré. Nous agissons sur les leviers majeurs de la cohésion sociale. Nous prenons à bras le corps les enjeux de l'habitat insalubre et de la propreté publique. Le logement digne est la base de toute stabilité, et la propreté de nos rues et de nos parcs est le reflet de notre respect pour notre quartier. La sécurité est un droit fondamental. Nous renforcerons la présence de la police de proximité et nous agirons avec fermeté contre le deal de rue et toutes formes d'incivilités. La vague de fusillades dont on a parlé, que connaissent Molenbeek, mais aussi d'autres communes à Bruxelles et ailleurs en Belgique et en Europe, n'est pas un phénomène inarrêtable. C'est un défi pour notre société qui nous oblige à agir. Nous continuerons d'encourager notre police locale à maintenir l'ordre et à lutter contre les trafics de drogue et d'armes. Pour cela, nous collaborons. Nous collaborons étroitement avec le procureur du roi. Et nous soutiendrons. Nous soutenons activement ces demandes de moyens humains et financières supplémentaires, financiers supplémentaires. Nous persistons dans notre combat pour obtenir davantage de moyens. Des niveaux de pouvoir supérieurs. Nous relançons également et nous relançons également les concertations locales de tous les acteurs publics et privés et des citoyens engagés pour une réappropriation du terrain par des activités de cohésion sociale. Nous croyons fermement que l'unité de notre commune ne se construit pas par l'exclusion, mais par l'inclusion. Nous soutiendrons les initiatives locales qui créent des liens, favorisent le dialogue interculturel et renforcent le tissu associatif et sportif. Malgré la décision négative d'aujourd'hui du jury européen concernant notre projet Molenbeek Fort Brussels 2030. Nous disposons désormais d'une stratégie culturelle encore plus claire et élaborée par des spécialistes de tous les domaines, en collaboration avec un monde associatif**

riche et diversifié, des étudiants, des entreprises, des jeunes et des moins jeunes. Je tiens d'ailleurs, comme l'a dit aussi Monsieur le Président, à remercier infiniment les équipes engagées dans son élaboration et la présentation de notre candidature. Elles ont mené cette candidature à bout de bras, avec une détermination et une audace incroyables. Après des milliers d'heures de travail à la rencontre et à l'écoute, respectueuse de toute une population dans le cadre du concept de Sadaka. La générosité, la générosité créative. Le jury, qui a fortement apprécié notre projet mais qui ne l'a pas choisi, n'a pas manqué. Ce projet n'a pas manqué ni de rigueur, ni de fondement, ni de mérite. Il a décidé de porter son choix sur une autre commune, raisonnant bien probablement de façon conventionnelle. Nous ne nous laisserons pas abattre et aucun des acteurs impliqués jusqu'ici ne souhaite abandonner. Nous le ferons avec moins de moyens, mais le cœur est un moyen plus puissant qui ne manque pas à Molenbeek. Ces actions ne sont pas isolées, elles forment un tout cohérent pour faire de Molenbeek une commune où il fait bon vivre pour tous. Pour préparer l'avenir de nos enfants, nous devons investir dès aujourd'hui dans l'éducation et l'économie locale. L'éducation est notre plus grand atout. Nous garantissons. Nous garantissons un enseignement public de qualité, accessible à tous, en investissant dans nos infrastructures scolaires et en soutenant nos équipes éducatives. Molenbeek regorge de talents, comme il l'a été dit, notamment dans la candidature et d'initiatives. Nous agissons pour dynamiser l'économie locale, soutenir les PME et encourager la création d'emplois pour nos jeunes. A cet égard, nous travaillons sur la base et nous travaillerons à l'avenir sur la base d'un plan d'emploi de l'emploi concerté avec tous les dispositifs d'insertion socioprofessionnelle, y compris les plus innovants, et nous développerons nos contacts avec les entreprises et tous les employeurs susceptibles d'accueillir nos chercheurs d'emploi. Notre objectif est de faire de Molenbeek un pôle économique attractif et inclusif. Pour soutenir cette dynamique, notre DPC intègre des politiques de mobilité douce des espaces verts en ce qui concerne bien sûr les espaces verts. Une gestion urbaine qui fait de Molenbeek un lieu agréable et respirable. Enfin, nous avons. Nous n'avons pas l'intention de nous contenter de la gestion quotidienne de notre commune. Notre DPC porte une vision de Molenbeek sur la scène internationale, fidèle à ses valeurs de solidarité. Nous assumons fièrement notre rôle de commune hospitalière. Cela signifie que nous continuerons de garantir un accueil digne aux migrants et un accès simple à l'aide médicale d'urgence. C'est une question d'humanité et de respect du droit international. Nous renforcerons la coopération internationale. Nous allons au delà de notre partenaire historique de Mbour au Sénégal pour développer de nouvelles collaborations. Nous continuerons également d'entretenir des liens forts avec la ville de Jeannin en Palestine. De plus, nous chercherons activement des financements complémentaires pour la coopération au développement et soutiendrons les ONG et organisations actives dans ce domaine. Nous soutiendrons. Nous soutenons les initiatives de paix et de solidarité. Nous rejoindrons des campagnes internationales telles que Mayor for Peace pour un monde sans armes nucléaires, car la paix mondiale est un enjeu local. Nous soutiendrons également les actions de solidarité et des associations locales envers les peuples confrontés à des catastrophes, et nous continuerons d'adopter et de promouvoir une position claire pour faire respecter les décisions de la Cour de justice internationale concernant la situation en Palestine, car nous condamnons

le génocide, comme nous l'avons déjà eu confirmé dans notre conseil communal, et nous pouvons rester silencieux face à l'injustice. En combinant ces axes de travail, nous affirmons notre ambition de faire de Molenbeek une commune ouverte, solidaire et engagée dans la transformation sociale, culturelle et éthique à l'échelle locale et internationale. En conclusion, je dirai que. Mesdames et Messieurs les conseillers, cette déclaration de politique communale est le fruit d'un travail rigoureux et de la concertation. Elle est la boussole qui orientera nos actions pour les cinq prochaines années. R De l'aide des. Belges. Et ce résultat. Van now Gazette Work and overlook artists compass that on the axis were de comme de 20 yards sur notre vision est claire un moulin B qui agit avec transparence, qui protège ses habitants, qui rassemble ses communautés et qui est résolument tourné vers l'avenir avec ambition et solidarité. On nous a. Visi is dead locks and Molenbeek that transparency handle zone in one of the chapelle. VEUT rien nicht and resolu now de tout comme Squeak mettent MBC and Solidarity, Nous prenons nos responsabilités, nous sommes prêts à débattre avec vous et nous sommes prêts à travailler avec vous, avec tous les moyens pour concrétiser cette vision. NM on the other un tour de Lake Aiden On met une debate Giants and the end bored, on s'amène Metal Molenbeek en aren't working and de realisation Vendée et je vous. Je vous remercie de votre intention et j'attends avec impatience l'échange constructif qui va suivre et d'inclure vos rues en Dark and cakes. WE are the constructive earth Riesling diesel Help! Merci beaucoup.

M. le Président : Merci. Monsieur le bourgmestre, Monsieur et Madame.

M. Mahdaoui :. Merci. Tout d'abord, une petite réponse avant de faire mon intervention. Est ce que c'est une. Cette déclaration de politique générale est soumise au vote ou c'est une prise d'acte?

M. le Président : C'est une prise d'acte, une prise de connaissance.

M. Mahdaoui : Une prise de connaissance. il n'y a pas de vote pour... Oui, madame. Vous confirmez un scrutin., c'est confirmé., tout d'abord., comme vous l'avez dit, monsieur le bourgmestre, nous avons lu cette politique générale., politique générale., on tenait d'abord à vous remercier car lors des négociations, vous n'étiez pas là, mais monsieur Dick De Block était là, on a dû envoyer nos notre programme et ils l'ont étudié. On a négocié avant qu'on rentre en négociation., avant qu'on ait cette majorité., nous sommes étonnés et. Et on vous remercie parce qu'il y a quand même plus de 70 % de notre programme qui se retrouve dans cette politique générale., on vous félicite. La seule chose sur quoi on bloque, c'est la façon dont ça a été fait, sans concertation avec quelques membres de la majorité et aucun membre d'opposition. C'est dommage. Et que vous vous soyez, vous fassiez passer d'abord le budget avant cette politique. Ça pose des questions. Néanmoins, on vous remercie encore et par principe, comme on est dans l'opposition, on va s'abstenir. On ne va pas voter contre parce qu'on respecte le travail que vous avez fait. On respecte notre travail parce que il y a quand même beaucoup de points qui se retrouvent dans votre déclaration, on va s'abstenir. Merci. J'ai dit.

M. le Président : Merci. Me.

Mevrouw Deknudt : À l'arrière. Will start up that the netherlands text. In. America pour l'actuariat. Là-dessus, il me parle de Blake Tu. Vois la vertu sur carte postale. Il y a assez de textes vulgaires. Dans. New York. Dans la. Documentation de Newcomer et dans The Work. In progress. Activity nous. Dit On the Town. Il n'y a ni Stephen King France, Walt Whitman, ni CanalSat, Veronica Comment se documenter signifie lutte. Il y a. Un best of préventif préventif. My body combat Mister on the voice for all that will préventif those who of us. There is over. The best that is not in the dark Doctor Who you. Understand? Positive not the last was viral politics. Moderne. Mimétisme made in.

M. le Président : Mr Wasabi.

M. Salah : Merci.

M. le Président : Mesdames et Messieurs, chers.

M. Mahdaoui : Collègues.

M. le Président : Ce soir, nous discutons de la déclaration politique communale et je dois être directe ce texte n'est pas une feuille de route crédible.

M. Mahdaoui : C'est un manifeste politique.

M. le Président : Rempli de bonnes.

M. Ouassari : Intentions, mais déconnecté de la réalité. La contradiction est flagrante. La DPC reconnaît elle même que la situation financière de notre commune est préoccupante, que nous sommes contraints à des choix douloureux et que la dotation CPS est déjà intenable. Nous sommes en réalité en situation de quasi faillite virtuelle. Et pourtant, malgré ce constat alarmante, la majorité annonce des dizaines de projets nouveaux. Nous avons fait le calcul en additionnant les mesures proposées. Ce sont près de 80 équivalents temps plein qui seraient nécessaires, 80 personnes de plus à recruter, à payer, à former. Avec quels quel moyen? Personne ne le dit. Et cela ne s'arrête pas là. Rénovation complète de la piscine communale. Et cerise sur le gâteau, construction d'une piscine en plein air. Est-ce bien sérieux? Alors que nous avons des difficultés à entretenir nos infrastructures existants et à payer les factures des moyens courantes? Deuxième contradiction le collège se décharge de ses responsabilités Chaque fois que l'on parle de financement, c'est la faute du fédéral, du régional ou de l'Europe. Mais ici, à Molenbeek, on est. Où est le plan crédible pour assumer nos propres choix budgétaires? Troisième constat ce texte est truffé de slogans. Et pour vous donner une idée concrète, je me suis amusé à compter les mots. Renforcer apparaît 59 fois. Soutenir 53 fois, continuer 49 fois. la preuve. Nous ne sommes pas face à un plan de gestion, mais face à un discours d'intentions. Des verbes vagues, répétés à l'infini, qui sonnent bien mais ne débouchant sur aucun plan budgétaire soutenable. Et puis créer une pléthore de conseil consultatif ne peut pas servir de caution. Faut il rappeler qu'il a fallu plusieurs mois pour

renouveler le Conseil consultatif des aînés? Ce même conseil a produit un document détaillé avec des dizaines de propositions concrètes. Et rien de cela ne se trouve dans cette DPC. Alors à quoi bon promettre d'autre conseil consultatif si c'est pour ne jamais les écouter? Comment peut on bâtir une centaine de propositions sans poser un constat de départ, sans chiffrage, sans statistiques, sans méthode d'évaluation? Soyons clairs ce DPC n'est pas un projet de gestion communale, c'est un programme électoral déguisé. Et il est d'autant plus problématique qu'il est porté par une majorité isolée, sans partenaire politique solide et sans marge financière pour l'appliquer. Pire encore, cette DPC élude totalement un enjeu vital la fuite des classes moyennes. Et je parle de toutes les classes moyennes. En Belgique, nous avons évité la constitution des ghettos à la française, mais cette DPC prend le risque de transformer Molenbeek en véritables ghettos. Avec des propositions comme adapter les politiques tarifaires aux revenus ou instaurer un droit de préemption sur l'immobilier. L'Immobilier privé, Vous croyez être socios? En réalité, vous faites fuir tous ceux qui pourraient investir dans cette commune, même si nous ne sommes pas la capitale européenne de la culture. Si nous continuons sur cette voie, Molenbeek deviendra une commune où plus personne voudrait s'installer, où plus personne voudrait investir. Au nom des engagés, je le dis fermement nous ne pouvons pas cautionner un tel exercice de communication. Nous voulons un plan réaliste, priorisé, financier, qui respecte les Molenbeek en leur disant la vérité plutôt que le que leur vend des promesses intenable. Je vous remercie.

M. le Président : Merci Mr Vasari. Mr Melou.

M. Ouassari : Je te remercie.

M. Sumlu : Monsieur le Président. Et évidemment, après mon collègue de gauche, enfin, de droite plutôt., ça va être un peu un ton, ça va être un peu plus différent, j'avoue. D'abord, un grand merci pour cette déclaration de politique communale. Un petit rappel pour ceux et celles qui nous regardent via la chaîne YouTube. Cette note permet à la majorité de nous expliquer l'ensemble de leur politique à venir les six prochaines années. Enfin presque, parce qu'on vient de terminer déjà quasi une année quasi complète et, à la dernière année de législature, c'est souvent les élections, il ne se passera pas grand chose à part voir les candidats dans la rue. Alors le contenu de cette note d'orientation politique nous nous plaît Écolo Grown, en tous cas dans son ensemble. C'est super, mais quand on lit séparément les 24 priorités, c'est presque parfait. Mais quand on lit l'ensemble de la déclaration, nous avons plusieurs remarques à formuler. Nous observons une déclaration qui manque de budgétisation par priorités. L'implication au niveau du personnel communal par priorités et la manque de cohérence de certains projets. Je ne suis pas comme mon collègue de gauche, enfin de droite. Tout mettre en tout cas dans la poubelle. Mais en tout cas, en tout cas, on a lu ces 40 et 24 priorités. On a quelques remarques à faire. Tout d'abord, le manque de budgétisation. Plusieurs plans d'actions par priorités qui sont cités sont nécessaires, voire indispensables. Ça donne envie de les voir se réaliser dans notre commune. Mais vous pouvez constater qu'aucune information chiffrée accompagne cette note. Ce ne sont que des intentions. Par exemple, ce qu'on nous présente au niveau du logement. J'avoue, c'est

extrêmement ambitieux. On aurait pensé qu'il ne s'est rien mis en place durant les six dernières années. Vous proposez un investissement de 6 millions d'euros sur les 303 prochaines années pour uniquement de la rénovation. Alors, mais qu'est ce qui présente ce chiffre? 2 millions par an, c'est une somme astronomique pour beaucoup de personnes. On peut imaginer des chantiers gigantesques, mais est-ce réellement le cas? S'agit il des rénovations lourdes ou légères? Par contre, d'autres projets de logements moins coûteux à réaliser entretenir. Qui manquent dans votre proposition? Par exemple des Community Land Trust ou des coopératives des des logements kangourou ou intergénérationnels. Pour notre exemple, on y va. Au niveau des services de la police, il y a une volonté de mieux organiser leur présence. Mais vous faites juste le constat qu'il manque 140 policiers. Alors comment améliorer vous ces services? Avec quel budget? Une dernière exemple concerne les services de la jeunesse. C'est extrêmement ambitieux.

M. Ouassari : En plus.

M. Sumlu : C'est aussi ces dix dernières années, on n'en a pas vu grand chose de réalisé avec les jeunes et pour les jeunes. Mais est ce que votre budget est en cohérence de vos ambitions? Vous proposez toutes ces politiques sans toucher au hip hop. En plus, on vient d'entendre au début de la séance avec l'interpellation citoyen que dans le plan triennal, ce sera pas toucher pendant les trois prochaines années. On ne touchait pas aux personnels, vous touchez pas aux CPS, même si son budget augmente, ni à la prime de fin d'année du personnel communal, ni à la vente de la maison de repos que vous aviez dit que ça nous coûte cher. La seule suppression que vous avez annoncée, c'était la suppression des cadeaux de Saint-Nicolas, des enfants du personnel et la suppression des primes pour les citernes d'eau de pluie. Il y a eu qu'une seule demande en 2024. Au total, pour 250 €, ce sont vos vous dire. Ensuite, il y a beaucoup d'intentions politiques à créer, à lancer, à continuer, à organiser, à participer. Mais toutes ces volontés ont besoin de personnel en nombre et en présence. Vous faites le constat de 140 policiers manquants, mais en même temps, vous dites que les agents de quartier qui sont déjà en poste seront plus sur le terrain, car vous allez réduire les charges administratives pour augmenter leur présence de terrain. Mais comment? Si c'est réalisable, pourquoi ce n'est pas encore fait pour le CPS? Vous dites alléger la charge de travail des assistants sociaux. J'imagine que vous comptez doubler le nombre des agents et non la réduction des charges administratives. Car dans ce métier d'assistants sociaux, vous ne pouvez pas le faire. Et en dernier, ce qui m'attirait l'attention, c'est le nombre d'événements, de rencontres citoyennes, de moments festifs que le commune compte organiser. Moi, je trouve ça bien, mais en même temps, je ne pensais pas que une administration communale allait devenir un service d'organisation d'événements. C'est pas une blague, mais en même temps, je pense qu'au niveau du personnel, il faut faire attention parce que il faut faire attention au respect des horaires de travail et des heures supplémentaires du personnel, car ce genre d'événement que vous comptez organiser souvent en dehors des heures de bureau. Alors en lisant votre déclaration, j'ai remarqué également des manques de cohérence en question, de mobilité. Vous dites de créer plein de pistes cyclables car la mobilité douce est importante. On est

content et en même temps, vous dites garder le maximum de places de parking, voire construire d'autres en souterrain. Mais comment et dans quel espace? Peut être vous auriez pu soutenir des projets de transports publics, mais là non plus vous avez donné un avis négatif pour le 30 quinze. Autre point, vous comptez revoir la place communale pour qu'il y ait plus d'espaces verts, plus d'espaces de rencontre? Mais c'est chouette, mais je dirais déjà fait Respecter l'interdiction de stationnement, ce sera déjà un bon début. Pas souvent parce que j'entends que c'est déjà le cas, mais pas souvent. Vous dites développer un accompagnement des personnes à risque de radicalisation et leur entourage. Mais en fait, aucun plan d'action est proposé dans ce point. Comme si vous aviez sorti une phrase quand le terme radicalisation n'était pas dans cette déclaration et qu'il fallait absolument le mettre. Deux derniers paragraphes et je termine désolé. Et en dernier, vous parlez de la transparence et de démocratie, un argument très important à nos yeux, nous les écolos. Vous proposez le droit de chaque citoyen de consulter les documents administratifs relatifs aux décisions et dossiers de la commune. Mais comment? Il y a déjà des retards pour les mises en ligne des documents comme PV et des motions. Vous souhaitez mettre en place un bureau d'éthique, mais vous ajoutez dans la note que si le budget le permet, ce bureau ne verra jamais le jour. Vous comptez mettre en place un bilan mi-mandat? Vous avez déjà épuisé les 20 % de la législature., ça veut dire que le bilan mi-mandat va arriver dans deux ans. Je vous mets et même je vous proposerai de présenter un rapport d'activité annuel comme imposé aux différents ASBL que nous substituons. Des consultations publiques. Présenter la déclaration aux associations et leur demander de faire réaliser les objectifs de la majorité. Mais c'est chouette! Mais en même temps, comme vous dites dans votre majorité, que la participation est importante. Est ce que ce ne sera pas plus intéressant? Déjà avoir consulté la population, avoir leur avis et rédiger cette note. Je pense que les faire participer dès le départ, c'est un bon acte pour la participation. Je termine comme dans les films américains, tout le monde aime bien voir les happy end, mais cette fois ci avec cette déclaration j'ai peur. Même si vos intentions sont bons, j'ai peur que les bonnes intentions laissent leur place à des manque de budget et de personnel. je dirais prochain rendez vous sur le budget 2026 et les comptes 2025. Là nous verrons déjà si cette note de politique communale tient la route. Merci et merci pour le temps que vous m'avez accordé en plus.

M. le Président : Merci monsieur.. Me au savon.

Mevrouw Sagon : Okay. Okay.

Mevrouw Sagon : Hum. Texte Sam about that man. In Netherlands and Nederlands. Zijn homme that was college at this moment problématise nederland in the texte. In the democratic mer that will yammer That you. Need. On the setting the starting blocks and this meetings. There. Were the. Word for that. Dan Hecht. Arsène. Strange. Sam. Mildred. X will positive culture. Is. In one democratie in participation quality under transparency in éthique. This will positive here in X. Let me up de critiquer Van Darren on the over the critique is that? Zelda. Need concrete. It is not made in Budget. Mobilité et climat. Up sur la propreté of the strategy. C'est très intéressant pour voir quelques idées là dedans. Mais ce qu'on aimerait

bien voir sur la propreté, c'est vraiment de voir aussi l'approche stratégique. Est ce qu'on travaille via des points noirs ou non? Comment est ce qu'on partage le peu d'effectif qu'on a? Des éléments comme ça. Les groupes WhatsApp, qui sont les gens, ça leur manque. plein de choses. On va revenir là dessus via une interpellation. Margo Mobilité and Climate Mobilité Gluten. Positif. Positif. Dries Van der Van Helsing reste Liege et Molenbeek de Molenbeek. De. Besoin d'une promenade positive. Tweets. Baptême de Marie Monica. Texte In the word need is. Over in study. As over vérifier in study. In bitch social. Constante English. In that is just over need concrete elements of. Her Feet under Zuko van den Mowgli Get up. With. That this is the gang canal in this world is needles abominable. And it's over. Bestiaire Van Wesley Oppenheimer were picard up the outdoors. Ni over climate. Concrete in Le texte Over stimulé. In the war. This. Is rune infrastructure energy. Next. Next. Concrete climate. Hum hum. Je. Suis ici. Derrick est en train de traduire. Oui, oui quand même. Oui oui oui. Merci. Mais c'est énorme ce texte. Il y a tellement de choses à dire. Il y.

M. le Président : A. Quatre minutes. Stop! Parce qu'on en. Écosse Sympathique hépatique et coincé au cas. Où?

M. El Khannouss : Monsieur le Président, il m'a donné l'occasion ce soir, d'intervenir dans le cadre de cette déclaration de politique communale et, vous vous en doutez, à laquelle j'ai participé avec mes collègues, dans une ambiance constructive, dans une ambiance très positive. En prenant conscience évidemment des enjeux, en prenant conscience des difficultés financières et de la réalité. Molenbeek. Ce qui n'est pas une réalité simple. Pour ceux qui l'auraient oublié, je tiens à rappeler que Molenbeek est la commune la plus pauvre de la région bruxelloise et qui a malheureusement aussi le taux de chômage le plus élevé. Je tiens d'abord à remercier aussi l'ensemble, à quelques exceptions près, des conseillers communaux de l'opposition qui sont intervenus intervenu avec,, je dirais, beaucoup de positivité, beaucoup de compréhension de la réalité de la situation et avec de très nombreuses, pour ne pas dire une majorité de questions pertinentes. Et je vous en remercie vraiment, sincèrement. Évidemment, certains ici dans l'opposition d'ailleurs, ont brillé par leur absence alors qu'ils sont en quelque sorte les bourreaux de notre commune sur le plan financier. Et il y a encore un représentant d'un parti de droite des engagés que je vais pas citer. Comme ça, il ne va pas devoir répliquer, prendre une série de mesures aujourd'hui, au niveau fédéral, chers collègues, des mesures qui vont être extrêmement douloureuse pour une partie de nos concitoyens au niveau national mais aussi au niveau de Molenbeek. Alors, je rappelle quand même qu'un plan a été mis en œuvre qui va débiter le 1<sup>er</sup> janvier 2026, où 250 000 citoyens vont être exclus du chômage. Non seulement on va pousser ses concitoyens dans la précarité, mais chez nous, à Molenbeek, c'est 5500 personnes, 5500, 500 personnes, dont à peu près 30 à 35 % n'auraient même pas droit au revenu d'intégration ou à l'aide sociale. Mais évidemment, ce que nos différents intervenants concernés par la mesure au niveau fédéral ont oublié de dire, c'est qu'on a jeté les gens en dehors, mais on n'a pas prévu les financements. Alors, devinez un peu qui va devoir financer tout ça? Parce qu'on a promis un certain nombre de moyens qui, de moins en moins, ont été en diminuant. Ce sont les

communes. Ce sont les communes qui vont devoir pallier l'incurie du fédéral, pallier le manque de responsabilité, c'est à dire envoyer la patate chaude au niveau local, mais ne pas assumer le financement. Eh bien oui, nous avons travaillé sur une déclaration de politique communale qui est ambitieuse, où il y a des intentions. D'ailleurs, quelle est cette majorité? Ou quel est cet exécutif qui pourrait lancer un programme sans avoir cette ambition? Oui, nous allons essayer de faire. Si vous n'avez pas cette ambition, ça ne sert à rien de faire de la politique ici. Nous l'avons démontré à travers cette déclaration de politique communale, et il est clair que la situation ne sera pas simple. On en est conscient, mais nous sommes responsables. Vous avez pu constater d'ailleurs que lorsque nous avons réalisé le budget 2025, nous avons décidé, nous l'avons rappelé tout à l'heure, aux intervenants dans le cadre de la. Dans le cadre de la d'interpellation citoyenne, non pas augmenter le précompte immobilier alors que de nombreuses communes ont choisi ce raccourci. C'est beaucoup plus simple de faire payer les habitants. Nous, dans toutes les réflexions qui ont été le nôtre, dans tous les plans que nous avons mis en œuvre, sur lesquels nous nous sommes engagés à essayer de faire le maximum. Nous avons essayé de mettre les concitoyens au centre de notre préoccupation. D'ailleurs, c'était un des slogans de mon ancien parti, c'était de mettre les citoyens au centre des préoccupations. Mais quand on sait dramatiser, voir dans certains sujets, on est devenu de la droite extrême. On ne pense plus aux citoyens, on pense aux alliances politiques, on pense à une certaine vision de la société qui n'est pas la nôtre, qui n'est pas celle de cette majorité. Alors, n'en déplaise à certains, nous avons une déclaration de politique communale qui va mettre en œuvre toute une série de politiques. Je pense ici au soutien. Je remercie mes collègues qui ont apporté au CPAS, parce que nous sommes en première ligne de la lutte contre la précarité. Même si la situation est difficile. Nous avons le premier taux de chômage plus élevé, Cela a été rappelé par le bourgmestre. En fonction, nous allons mettre en place une politique cohérente et coordonnée de tous les acteurs de mise au travail, que ce soit le CPAS avec tous les CSP, que ce soit la Mission locale Molenbeek Formation, la Maison de l'emploi, mais aussi tous les acteurs comme Actiris pour essayer d'aider nos concitoyens à pouvoir se former, à pouvoir trouver un travail digne et un travail durable. Contrairement à certains qui voudraient simplement qu'on soit chaque fois montré du doigt à cause de cette réalité qui est la nôtre sur le plan politique, notre majorité dérange certains. D'ailleurs, on a pu l'entendre dans un discours en particulier, parce que je ne sais pas qui a aidé à donner ces arguments là, mais on sent vraiment qu'il y a une volonté que tout ce que nous entreprenons ne fonctionne pas. Moi je peux vous dire qu'avec mon groupe et avec nos partenaires, nous avons tout mettre en œuvre pour nous occuper de Molenbeek et des habitants, et le côté humain sera prioritaire pour nous. Je le dis avec force merci.

M. le Président : Merci Monsieur l'Homme. Je donne la parole à Monsieur le bourgmestre.

M. le Bourgmestre f.f. : Oui, je voulais. Je voulais simplement dire qu'il y a aussi un dispositif en fait anti harcèlement au niveau de. Je sais plus qui avait posé la question. Oui, il y a un dispositif anti harcèlement, spécifique en fait, au niveau de la de la police qui est, qui est en fait un projet pilote, mais qui est vraiment en fait très effectif au niveau de notre commune où

il y a vraiment. Enfin, au niveau de ces rues de facteur où on peut directement. Et en fait, c'est un mécanisme qui s'enclenche avec des personnes qui sont vraiment spécialisées pour suivre cette matière, avec le signalement, avec le suivi. Et il y a plus, en fait, cette barrière qu'il y avait avant. Il y a vraiment, en fait, une prise de conscience par rapport à ça et des effectifs bien déterminés par rapport à ça, avec une personne que j'ai rencontrée, qui est très, très dynamique et très volontaire et qui a un plan, qui a un plan vraiment très clair par rapport à ça,, peut être,, je voulais dire que on parle de méthode d'évaluation,, écoutez, on parle aussi de de d'aspect, de manque de budgétisation. On a présenté notre budget, on va le présenter,, c'est déjà un exercice qui est très, très difficile, mais je peux vous dire que les, les, les, les. Ce qu'on vous a proposé, en fait là, l'a été avec une analyse bien précise, en fait, de ce qu'il est possible de faire même dans cette situation dans laquelle on est. Il est vrai que on aurait dû proposer, on aurait dû présenter le cette déclaration bien plus tôt à l'installation de cette majorité. Le fait qu'on n'ait pas pu le faire, précédemment, ou en tout cas plus tôt, nous a permis de prendre vraiment la réalité des chiffres. Et ce qu'on vous présente, c'est des une, vraiment une réalité. Le programme, on va dire nonante 9 % du programme pour pour laisser une marge d'erreur et vraiment faire avec cette préoccupation là de de d'être au plus près quant à la fuite des classes moyennes. écoutez, je vois pas où. En fait, il y a. Monsieur n'est pas là, Monsieur. Il est sorti, mais je ne vois pas du tout où il y a vraiment ou on peut parler de fuite des classes moyennes, parce que notre tissu économique et commercial n'est pas vraiment dans une situation de fuir maintenant. Il est vrai que la situation mondiale n'est sûrement pas très favorable pour le développement de l'économie, et que notre commune est particulièrement touchée. Pas parce que,, pas par des mesures que nous prenons et qui ont un impact sur le pouvoir d'achat, mais parce que vous vous rendez compte que dans les quelques mois qui vont, qui vont suivre, nous allons avoir près de quatre zéro zéro zéro personnes qui ne vont plus avoir de revenus. Et ça, ça va avoir un impact important au niveau de commerces, de nos de nos commerces, de commerces,, ici, à Molenbeek. Et je voudrais aussi en profiter même pour les remercier, parce que nos commerces, étant donné la leur, grande recherche de produits les moins chers, sont en fait un des dispositifs les plus efficaces qui qui qui puissent exister, exister à Molenbeek pour augmenter le pouvoir d'achat de nos Molenbeek. Quoi? Du fait qu'ils recherchent les les marchandises les moins chères. Et c'est eux qui en fait, ont permis d'amortir beaucoup des chocs qui que nous allons, que nous avons pu voir. Et,, actuellement, avec les mesures, je ne vois vraiment pas quelle est la mesure qui a. Je ne sais pas qu'est ce qui a donné lieu à cette remarque là. Je sais pas si c'est quelqu'un qui l'a fait et qui qui est pas très content de je ne sais quoi, mais en tout cas je ne vois pas la mesure en fait qui permet de dire que il y aurait une fuite des classes moyennes. c'est totalement faux., peut être je laisse alors.

M. le Président : oui merci Monsieur le bourgmestre, Je vais donner la parole à madame Raïs, je pense.

M. le Bourgmestre f.f. : Je te fais.

Mevr. de Schepen Raiss : , le premier point, c'est, concernant les 6 millions,, qui ont été budgétisés pour la rénovation,, des logements communaux,, c'est pas logement social,, je précise. Alors pourquoi ce chiffre là?, tout d'abord, quand j'ai commencé, j'ai établi un sorte de constat au niveau du patrimoine de patrimoine du logement communal à Molenbeek qui est dans un état assez lamentable.

Mevrouw Sagon : Tu m'entends?

Mevr. de Schepen Raiss : On m'entend pas apparemment. Ah, c'est Rachid qui me dit que tu m'entends. Okay.. L'État du patrimoine est dans un état assez catastrophique. En parlant de passoires énergétiques par exemple, bientôt nous allons devoir remplir certaines conditions. Et c'est pour cela que j'ai demandé à mes services d'effectuer cet exercice là pour pouvoir commencer à rénover, en matière d'énergie, nos logements. Deuxièmement, de respecter les normes en matière de sécurité. C'est un véritable problème au sein de nos de nos logements. Et troisièmement, je vais vous avouer qu'il y a des logements qui sont dans un piteux état, mais qui datent depuis Mathusalem en fait, et qui n'ont jamais eu d'intervention technique. ces 6 millions là, non, ça n'a pas été sucé du pouce, comme on le dit, mais ça a été prévu parce qu'on part d'un diagnostic alarmant et il y a des enjeux majeurs qui vont nous tomber dessus. C'est à dire qu'il y aura des réglementations qui vont bientôt rentrer en vigueur et pour laquelle on est en train de se préparer. En fait, c'est de la prévention. J'aurais aimé avoir beaucoup plus pour aller beaucoup plus loin, pour faire encore beaucoup plus et beaucoup plus vite. En fait, il est là le problème. J'ai envie d'aller beaucoup plus vite, mais malheureusement, la réalité budgétaire me rattrape. Mais nous, nous avons fait des choix très ambitieux au sein de ce collège. La priorité a été clairement au niveau de la rénovation de notre patrimoine. Deuxièmement. Mais ça, je crois que c'était Monsieur Houari. non, pardon, Houari, c'est mon collègue Karim Vasari, pardon, qui parlait de piscine en plein air à Molenbeek. Alors, il est vrai que sous l'ancienne législature, il y avait un projet d'Aqua Park à Molenbeek en collaboration avec City Dev et d'autres partenaires. Cela dit, ce projet était en étude, mais la réalité les a également rattrapés car le coût financier était énorme. Mais comme nous connaissons également une réalité à Bruxelles, mais au sein de notre commune à Molenbeek également. Le besoin d'avoir des espaces de jeux, de jeux en lien avec l'eau. Et c'est ce que je fais durant cette législature. C'est ma priorité de veiller à ce que dans notre commune, dans chaque nouveau projet d'aménagement de parc ou de plaine de jeux, de d'étudier avec les bureaux d'études, des jeux en lien avec l'eau. Pourquoi la Wallonie et la Flandre peuvent se pourvoir de ces infras et nous pas? non, je n'ai pas l'ambition de dilapider des millions parce que un je ne les ai pas. Deux Je suis pragmatique, mais. Trois j'ambitionne quand même de de prévoir quelque chose pour nos petits enfants qui, en période de forte chaleur, aimeraient quand même se rafraîchir avec des infras qui ne sont pas tellement coûteuses mais qui peuvent être mis en place avec beaucoup d'intelligence et de créativité. Et je vais vous le dire que ça, je l'ai lancé bien avant la fin. La DPC était déjà pré écrite en quelque sorte, et J'ai déjà pris de l'avance pour pouvoir consulter des bureaux, des exemples ailleurs, etc. Troisièmement, il de Sargon qui m'a interpellé pour la place communale. Je n'ai pas

attendu la DPC pour déjà lancer ma vision pour cette place communale, dans le sens où il y avait un constat très important, c'est qu'on stationnait de façon systématique sur cette place communale. C'était un parking à ciel ouvert. Alors qu'est ce que j'ai mis en place avant de l'inscrire dans la DPC? C'est déjà de faire en sorte que cette place communale, ce lieu de rencontre, soit respecté pour ce qu'elle est, un lieu de rencontre, de partage. J'ai mis dans la DPC clairement que j'ambitionne une étude pour revoir l'aménagement de cette place. Parce qu'elle est moche, elle n'est pas utile et j'ambitionne d'avoir une place comme la place Flagey ou un Saint-Gilles. Pourquoi pas? Et pour ça, j'ai besoin d'une étude claire qui va bien baliser ce qu'on veut mettre en place. Et bien sûr, l'objectif, ce serait de réaménager cette place du Mans avec les moyens également nécessaires que j'ai eu, l'aval aussi avec le collège, de pouvoir aller dans ce sens là. C'est aussi un moyen de réactiver les commerces qui sont autour de la place, en zones de terrasses, aussi agréables et pour tous. Est ce que j'ai oublié quelque chose? Il y avait, il y avait une question sur l'harcèlement, mais je ne savais pas si c'était sur le harcèlement scolaire ou uniquement du personnel scolaire, du com, du côté francophone et néerlandophone. Pour moi, j'ai initié là actuellement une stratégie pour harcèlement. Peste not all that need is that many in February of the word early access. Maintenant the.

Mevrouw Deknudt : Best.

Mevr. de Schepen Raiss : My best buy in 29 September 29. That. tes Kinder Renard. Confronté au tour de main de Student Destiny, Angel and Angélique attend scène ouverte Phénomène femme peste. Mère est une belette, une peste et le tour de. Pise. Mettons The direction ouverte Brainstorming.

M. le Président : ils veulent me.. Et qui me fera do si.

M. l'échevin Haouari : Je vous donne.

M. le Président : La.

M. l'échevin Haouari : Parole?

M. Mahdaoui : Magnifique!

M. l'échevin Haouari : Merci.

Mevrouw Sagon : oui, juste.

Mme l'échevine Dostie : Par rapport au climat. le plan Action Climat va concrétiser davantage les ambitions prévues. Il va être présenté au conseil communal de novembre. Merci encore pour votre patience, mais je peux déjà dire qu'il est clair qu'on ne saura pas mettre en œuvre les plus de 300 mesures que prévoit actuellement ce plan sans un soutien financier d'autres niveaux de pouvoirs. L'absence de gouvernement régional rend particulièrement floues les possibilités de subsides dont pourrait disposer la commune en matière de climat, il va falloir faire des priorités. Mais on va faire le maximum pour réaliser le plus de mesures possibles et

se montrer créatifs avec les moyens dont on dispose., pour l'exemple qui a été donné de la déconnexion des eaux pluviales au réseau d'égout, ça peut se faire, par exemple via les permis d'urbanisme. On peut fixer des conditions dans les permis pour que ça puisse aller dans le bon sens.. Je vous remercie.

M. le Président : Merci.. Madame Dostie, je donne la parole à monsieur Diallo.

M. Mahdaoui : Merci, Monsieur le président. Merci, cher collègue, pour vos questions à la fois constructifs où parfois je peux dire,,, les questions qui méritent d'être posée par rapport aux ambitions qu'on se donne, comme vous le dites. Oui, il est clair qu'on se donne des ambitions, mais tout responsable politique qui veut réussir se donne des ambitions et si au niveau de la jeunesse, mais aussi certaines questions qui ont été soulevées en lien avec la cohésion sociale, Je répondrai d'abord pour la première question en lien avec la jeunesse. Pendant ces sept mois, j'ai essayé avec,, les services,,, le service pour repositionner le service jeunesse qui, à la fois pendant tous les tous les acteurs et associations jeunesse que j'ai rencontré, se posait la question quand est ce on va avoir un service jeunesse qui est proche de la jeunesse et qui est actif sur le terrain. Et nous avons entendu ces demandes, ces besoins et qui est normal et que pour une commune, qui a plus que,, 40 % de sa population, qui est jeune, qui a moins de 25 ans, de se dire qu'on repositionne le service des net pour devenir un service de première ligne au lieu d'être un service de deuxième ligne comme ça existe. Le service a existé depuis tout ce temps. Oui,, de la manière dont on peut aussi activer ce service. C'est vrai, les moyens ne sont pas là. Mais nous, on ne se limite pas seulement aux moyens qui disposent, parce que on a une associatif de jeunesse qui est actif sur le terrain. La seule priorité qui était là, c'est d'abord de renouer la confiance entre nous en tant que communes et les acteurs de la jeunesse qui sont sur le terrain, l'associatif local qui accompagne nos jeunes, mais aussi cette jeunesse aussi qui n'est pas,, accompagnée par une association ou qui n'est pas tous directement par sa commune., on se donne ces moyens là et on pense que ce qui va arriver d'ici le mois de novembre, parce qu'on attendait, au mois de novembre, on va faire appel à vos services,, aux acteurs de la jeunesse, à une rencontre pour leur entendre pour une deuxième fois, parce que j'ai rencontré plusieurs acteurs parmi eux pour tenir compte des besoins du terrain, pour que ça soit prise en compte dans la politique de déclaration communale. Ça, c'est une chose. La deuxième des choses au mois de novembre, vous serez tous invités. D'ailleurs, si vous êtes associés, vous avez des associations de jeunesse à rencontrer le service qui serait présenté officiellement. Au moins ça c'est une chose. Et déjà vous en savez un peu, monsieur,, du projet qui est en cours Maintenant, au niveau de la question de dire, il y a plein de festivités qui sont sollicitées, oui, ce n'est pas la commune qui va organiser ces festivités. On a une Molenbeek qui est regorger d'associations de la cohésion sociale qui agissent sur le terrain. Nous avons vu même pour l'accompagnement et le soutien de notre la candidature de Molenbeek, for Bruxelles 2030, Comment on s'est mobilisé tous pour soutenir cette candidature. Notre ambition aussi, c'est de renouer le contact avec l'associatif, mettre la cohésion sociale comme le service jeunesse, comme un service de première. On a un acteur, un fonctionnaire de cohésion sociale qui va se mettre au service des quoi? De la cohésion sociale. Mais aussi des

citoyens. Parce que ça demande aussi de soutenir nos collectifs, des habitants, les collectifs, des citoyens qui sont. Parce que ici, tantôt, là, avant de présenter notre politique de déclaration communale, il y avait la question de madame ici, qui était de dire qu'on n'a pas à temps, plein de gens pour un lien avec la formation, parce que notre ambition, c'est de se réapproprier de l'espace public. Une des manières de se réapproprier aussi, c'est d'organiser des activités en lien avec la cohésion sociale, en lien avec le vivre-ensemble. Ici, c'est des ambitions? Oui, Nous nous engageons à travailler avec les citoyens. Nous nous engageons à travailler avec les associatifs, que ça soit Z jeunesse ou cohésion sociale. Je vous remercie.

M. le Président : Merci, Monsieur l'échevin. Monsieur et Madame? Oui.

M. le Bourgmestre f.f. : Merci.

M. Mahdaoui :, je vais le redire,, la.

M. Kopriva : TFA.

M. Mahdaoui :, elle a elle attend comme tous les monos quoi. Mais j'invite quand même ce conseil communal à prendre un peu.

M. El Khannouss : De.

M. Mahdaoui : La hauteur parce qu'à chaque fois dire Ouais, Arizona ouais, Arizona.

M. El Khannouss : Oui, et.

M. Mahdaoui : Mer oui.

M. El Khannouss :.

M. Mahdaoui : De Wever, c'est pas des gens que j'apprécie. le.

M. El Khannouss : Le GLB.

M. Mahdaoui : Le De.

M. le Président : De.

M. El Khannouss : Wever.

M. Mahdaoui : Mais il ne faut pas oublier que. Encore un petit Poucet dans cette majorité d'Arizona qui est le SPA Voreux qui soutient quand même cette majorité. c'est quand même un parti de gauche qui est aussi dans cette Arizona. j'invite ce conseil à travailler. on est là pour que ça soit fait. on va attendre dans trois ans ou quatre ans, il faudra revoter. Et j'espère que les citoyens comprendront que c'est à cause cette majorité, Arizona, qu'ils sont en train.

M. Ouassari : De perdre.

M. Mahdaoui : Tous leurs acquis. ici, tout ce que j'ai dit, c'est que la TFA et les monos attendent de voir ce que vous allez faire.

M. le Président : J'ai dit, merci pour la réplique. C'est une minute. Merci au technicien de l'indiquer., monsieur.

M. Sumlu :, merci, Monsieur le président. J'aurais voulu que l'ensemble du collège qui nous a répondu soit présent puisqu'on va intervenir, mais tant pis, il faut que les choses soient claires., évidemment, nous, en tant que l'opposition, on a fait un travail d'analyse, on a regardé, et je pense que ma collègue Hilde et moi même, nous ne sommes pas contre cette déclaration de politique communale. On n'a jamais dit le contraire. Mais par contre, évidemment, nous nous posons des questions. Est ce que par rapport à des ambitions qui sont là dedans, est ce que c'est réalisable? Nous serons tout à fait heureux de pouvoir que tous ces projets là, tous ces ambitions là soient réalisés à Molenbeek. Et comme dit Monsieur Canu qui est aussi absent au Conseil. Il dit Il y a le côté humain qui est important, on va essayer de toucher pas au péril, Paix ou pas. Pas d'autres en tout cas., finances qui concernent les citoyens. Mais ce sera génial. Ce sera génial. Mais que dans une commune où il manque de l'argent et en voyant ces ambitions là, est ce que c'est réalisable? On a posé juste cette question là. Demain, vous faites l'ensemble de vos ambitions, vous mettez l'ensemble de vos ambitions en place. Franchement comment? Comme il l'avait dit, madame Saliha Raïs qui n'est pas non plus présente au Conseil, et je dirais franchement vous réalisez tout. On vous paye un verre sur la place communale qui va ressembler à la place Flagey pour payer soit en mortel, soit en verre de vin. Et nous serons tous contents.

M. le Président : Merci. Ou Jamal, genre Marrakech. c'est C'est une idée. C'est une idée. madame.

Mevrouw Deknudt : Il y a. D'autres. Craig Even the War Midnight est un événement look, mais il. N'y a aucune honte. À avoir. Mené quelqu'un over under Heaven New Hope. Arizona. Arizona. Arizona. Mare even. Dress null Provisions in Budget et stades in English Instance de the same. Nerd Andropov under opportunity Opportunités, etc. Inutiles. Project. Specific of the policy project on the world and. WE don't. Need to. Do that you might and.

M. le Président : Even even flexible in the time in the end., on part ce con de mère pour dire.. Ceci dit.

Mevrouw Sagon : Je vais directement faire en français.

M. le Président : C'est.

Mme l'échevine Dostie : Plus.

Mevrouw Sagon : Facile.

M. le Président : Il y a un problème. Il est vrai qu'elle était dans un livre.

Mevrouw Sagon : Oui, je sais, mais.

M. le Président : On ne dit pas.

Mevrouw Sagon : De se d'épuiser.

M. le Président : Go ahead, go ahead.

Mevrouw Sagon : Pour parler du climat.. Alors on attend avec patience, avec impatience ce plan d'action climat pour novembre. En fait, juste pour revenir, on pense que si on a. Si on parle d'un document qui se tourne vers l'avenir, le climat est hyper important. Vous le savez, on sera à 50 degrés à Molenbeek d'ici 20 ans. On doit se préparer et on doit vraiment se protéger. Mais il y a également des mesures qui ne coûtent rien ou qui coûtent très peu., comme vous le dites, le permis d'urbanisme. Et on ne trouve pas qui sont vraiment là dedans non plus. La Mole Beautiful par exemple, ça reste toujours strictement interdit d'enlever nous même des dalles devant sa maison. On trouve ça absolument ridicule si on veut aider la biodiversité. On enlève les dalles devant sa maison s'il y a assez de place sur le trottoir. Je ne comprends pas pourquoi c'est toujours là dans les communautés énergétiques. Ici, ça dit étudier.

Mme Garcia Fernandez : La possibilité.

Mevrouw Sagon : Et l'utilité d'étendre ces communautés à l'ensemble de la commune. Non. On investit là dedans parce que ça amène de l'argent à la fin. Par contre, ce qui est là dedans, c'est le Brussels. Ce que je ne comprends pas en tant que PTB que Bruxelles par contre, on dit oui, ça on va faire, mais les communautés d'énergies, on verra bien,. Pareil d'ailleurs pour la mobilité. Il y a des éléments qui ne coûtent rien, comme travailler avec un Biocoop, travailler avec Cyclo parking, comme obtenir les subsides pour les rues scolaires. Il y a des moyens à trouver quand même. Alors moi je reviens sur cette idée qu'il y a beaucoup de belles intentions, en tout cas dans ces deux chapitres, en tout cas dans le chapitre climat. Mais il y a peu d'engagement précis. Ou honnêtement, pour le chapitre mobilité, il n'y a même pas assez d'ambition.. Mais merci pour le travail et comme dit, il y a vraiment de chouettes choses là dedans. Et aussi de bonnes bonnes choses. Et. Merci.

M. le Président : Sargon. Okay. Uh uh uh. 90 minutes. en devenant fan de Even Stop. Hum. Et, fin de ce petit musée. on revient après quinze minutes. Merci. Regagnez vos places, s'il vous plaît. Merci. Afin que nous puissions reprendre la séance du conseil communal. Oui, chers collègues, nous allons prolonger la pause encore de cinq minutes, s'il vous plaît. Merci. Nous nous excusons pour ce retard imprévu. Vu. le. Le. Nous allons vers les désignations,, de membres d'administration de l'Assemblée,, de l'association Les cuisines bruxelloises. C'est le point quatre. Et je donne la parole à madame la secrétaire communale.

Mevr. de Schepen Raiss :, le.

Mme Garcia Fernandez : La personne proposée.

**Mevr. de Schepen Raiss : Est Yassine.**

**Mme Garcia Fernandez : À qui.**

**Mme la Secrétaire f.f. : On va voter électroniquement.**

**M. le Président : Merci pour le tableau de vote. Et c'est secret, effectivement.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Et les caméras sont dirigées vers le bas ou vers le haut suivant? Oui.**

**M. le Président : le vote est secret et les caméras devraient être vers le haut. Enfin en tout cas pas sur les. Les claviers. Merci.**

**M. l'échevin Haouari : Monsieur le Président. Le Président. Monsieur. Le. Président. Je sais pas, vous, vous êtes de la génération. alors bon.**

**M. le Président : Alors 30 présent 29? Oui et une fois non.**

**M. l'échevin Haouari : C'est lui qui a voté.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Non.**

**M. le Président : Ah excusez moi. Non non, excusez moi, excusez moi. Merci madame la secrétaire communal. il y a 30 présents, Il y a 29. Oui, et une personne n'a pas voté. C'est plutôt ça. C'est différent, C'est différent. Ça veut dire que nous devons recommencer à ce moment là. Allez, on y va, C'est bon. 29, on considère que c'est à l'unanimité. Bravo. Merci. Alors, point cinq, nouvelle désignation des représentants de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale de l'ASBL Pouvoirs organisateurs pluriels. Je donne la parole à madame la secrétaire communale.**

**Mme la Secrétaire f.f. :, madame Catherine Moureaux est désignée de droit. Le candidat suivant, Khalid El Jadida pour le PS. On retrouve normalement cette personne par personne.**

**M. l'échevin Haouari : Oui, madame.**

**Mme Garcia Fernandez : C'est ce que j'ai dit.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Non. Non. c'est pour monsieur L.G. Il dit C'est personne par personne, Personne par personne.**

**M. le Président : Il y a une motion d'ordre pour monsieur Badaoui.**

**M. Mahdaoui : Merci. Non, c'est juste pour avoir des explications. Vu que madame Moreau n'est pas là. C'est pas mieux directement de mettre Monsieur H pour que ça soit plus simple pour nous?**

**M. l'échevin Haouari : Et c'est parce qu'elle est de droite.**

Mme la Secrétaire f.f. : Elle est de.

M. Mahdaoui : Droite. Ah d'accord.

Mme la Secrétaire f.f. : Elle est bourgmestre.

M. Mahdaoui : Elle le faisons en fonction. On peut l'enlever maintenant..

M. l'échevin Haouari : Merci.

Mme la Secrétaire f.f. : on commence. Non, non, je préfère qu'on vote personne par personne pour éviter les problèmes., monsieur. Elle J'ai dit oui.

M. l'échevin Haouari : Très bien. Il n'y a pas de vote pour Catherine parce que.

M. le Président :, 31 votants et 31. Oui. Monsieur. Monsieur Achour.

M. l'échevin Haouari : J'ai une question.

M. El Khannouss : Justement par rapport à ces institutions.

M. le Bourgmestre f.f. : Là. Pardon?

M. Arabi :, on m'a demandé de transférer ma carte d'identité et tous les documents nécessaires alors que les élections viennent à peine d'avoir lieu. je comprends pas pourquoi j'ai eu à le faire. Pourquoi est ce que l'institution plurielle me demande d'envoyer mes documents d'identité disant que j'ai été élu alors que les élections viennent d'avoir lieu?

Mme la Secrétaire f.f. : Je ne sais pas. Je Je.

M. Arabi : A qui est-ce? À qui? Est ce que j'ai envoyé ma carte d'identité? Alors? Ça, c'est une bonne question.

M. Kopriva : Alors.

M. Arabi : Je suis marié. J'ai une maison en tout. La totale.

M. l'échevin Haouari : Je suis admis. Ça fait penser à l'article 45. On trouve. Ça mange.

M. Arabi : Mais alors ça va. Je veux. Je veux voir à qui j'ai envoyé ma carte d'identité. Merci.

M. le Président : En tout.

M. le Bourgmestre f.f. : Cas.

M. le Président : La responsabilité chez vous, c'est vous qui avez fait l'acte d'envoyer la carte? Très bien.

M. Sumlu : Nous.

**M. le Président : Nous allons au point suivant ou non, et encore.**

**M. l'échevin Haouari : D'autres non.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Je suis la personne suivante. Oui. Mensuel pour le PTB.**

**M. l'échevin Haouari : Toujours au pluriel.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Toujours la plus réelle.**

**M. l'échevin Haouari : Je suis là un jour. Et surtout pas cette fois. Merci à tout le monde. Super intéressante.**

**M. El Khannouss : Alors.**

**M. le Président : 31 Content 30 Pardon. 31 Votants 30 Oui et une abstention.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Le suivant Hassane Wasabi pour les engagés.**

**M. le Président : Mais, mais il y a un Alassane dans la salle.**

**M. l'échevin Haouari : Dans les. On n'est pas de grands points, D'accord.**

**M. le Président : Alors. 31 Votants 29 Oui. Deux Non. le total. Votants 31.**

**M. l'échevin Haouari : Je sais pas ce que c'est.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Et Monsieur Monsieur Mohamed Achour pour TF1.**

**M. le Président : Pour Monsieur Mohamed Adda Jour.**

**M. l'échevin Haouari : Comment on va soutenir.**

**M. le Président : Alors effectivement, le jeune, notre jeune poulain, il a 31 sur 31..**

**M. le Bourgmestre f.f. : Ça marche le truc de la carte d'identité.**

**M. l'échevin Haouari : Il n'a pas eu le choix. Moi je pense que c'est bon.**

**M. le Président : Alors le point six asbl. Eleana désignation du nouveau représentant, mandataire politique, Madame la conseillère, enfin Madame la conseillère, Madame le secrétaire communal.**

**Mme la Secrétaire f.f. : , Monsieur Janin est membre de droit. On commence le vote par Monsieur Karim Houari pour Mama.**

**M. l'échevin Haouari : S'il vous plaît. Merci. Bonjour.**

**M. le Président : Alors 32, votants et 32. Oui.**

M. l'échevin Haouari : Ouais, ça c'est secret. C'est vrai que c'est. Eux qui sont.

Mme la Secrétaire f.f. : Là. La personne suivante. Mélanie Béranger pour le PTB.

M. l'échevin Haouari : Pour la première fois. Depuis qu'il a su que les choses sont bien, on y arrive. Voici ce qui arrive. Tu vas tomber. C'est ma passion. Je vais la connaître. Bon, vous pouvez.

M. le Président : Vous pouvez passer au vote, s'il vous plaît. Alors pour le moment, je n'ai que 29 votants. Et pourtant, tout à l'heure on était 32 et personne n'a bougé de sa place 31. Ah bah., 31 sur 31. Bravo!

Mme la Secrétaire f.f. : Le suivant. In a dit pour le PTB.

M. le Président : À.

M. l'échevin Haouari : Rester? Même pas trop. te répondre? Oui moi aussi.

M. El Khannouss : Alors.

M. le Président : Et si il y a 30 vote 31 votants et 31 a l'unanimité. Bravo! Aujourd'hui, à l'occasion de Molenbeek 2030, il y a le grand cœur.

Mme la Secrétaire f.f. : Le candidat suivant, Igor de Lognes pour les engagés. Igor de Lognes pour les engagés.

M. le Président : Bonjour Monsieur Wasabi, vous la connaissez? monsieur? Oui, vous la connaissez. On fait quoi?

M. le Bourgmestre f.f. : Ah ça va.

M. l'échevin Haouari : Là?

M. le Président : Alors 28 28 votants 27 huit Nos 30 votants 28. Oui. Une non et un non voté.

M. l'échevin Haouari : Je suis sûr que ça. Ne me dit pas que j'ai pu répondre 19. Je me suis trompé à 26 €.

Mme la Secrétaire f.f. : Alors le RIP.

M. Arabi : Alors le.

M. Sumlu : Point.

M. l'échevin Haouari : Sept.

M. le Président : École régionale.

M. l'échevin Haouari : Et.

**M. le Président : Intercommunale de police a.s.b.l est.**

**M. l'échevin Haouari : RIP.**

**M. le Président : À.**

**M. Sumlu : Vous.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Alors pour le cas, c'est Catherine Moureaux de droit. Pour l'AG, il y a un vote et le candidat c'est Catherine Moureaux.**

**M. l'échevin Haouari : Et il a raison de vouloir repasser. Je rigole.**

**M. le Bourgmestre f.f. : Ça a déjà été dit.**

**M. le Président : Alors 30 31 Votants 21 Oui. Neuf Non et non. 22. Oui. Neuf. Non..**

**M. l'échevin Haouari : C'est bon toi.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Le prochain.**

**M. l'échevin Haouari : Le prochain?**

**M. le Président : Alors le point huit c'est pareil ? Et rap, ?**

**Mme la Secrétaire f.f. : Les rap, là le. La candidate Catherine Moureaux. Catherine Moureaux pour les rap.**

**M. El Khannouss : Alors.**

**M. le Président : Présent. 30 21. Oui. Huit. Non et un 30 présents. 21 Oui. Huit Non. Une abstention. Point neuf.**

**Mme la Secrétaire f.f. : l'ASBL via leur premier candidat, Eddie de Winter pour le PS.**

**M. le Président : 31. Présent. 29 Oui. 31 Présent 38 Et une fois Non.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Ensuite Sarah Housni. PS.**

**M. le Président : 29 30 Présent 29 Oui, une abstention.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Le suivant Paulette Picard PS.**

**M. l'échevin Haouari : Paulette 41.**

**M. le Président : 30 31. Présent 29 Oui. Une fois. Non. Et une fois non voté.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Ensuite. Oumar Diallo, PTB.**

**M. le Président : On va réfléchir à Monsieur Diallo.**

M. l'échevin Haouari : Je vais te montrer que je ne sais pas. Je ne suis pas regardé. Je vais te montrer que je t'aime. Quoi? C'est très bizarre ce qu'ils veulent dire.

M. le Président : Alors c'est 30 votes en 38 à l'unanimité. Bravo!

M. l'échevin Haouari : Moi j'ai voté non.

Mme la Secrétaire f.f. : Bon alors le suivant Crise de prud'homme PTB.

M. l'échevin Haouari : Elle est très très sympa. C'est un peu. Ça va, ça va, ça va, ça va, ça va. C'est des actifs.

M. le Bourgmestre f.f. : Pour.

Mme la Secrétaire f.f. : On a perdu des gens.

M. l'échevin Haouari : Justement, ce genre de parti.

M. le Président : 29, présents. 27 Oui, une fois non. Une abstention.

M. El Khannouss : Totale.

M. le Président : Qui qui ont voté?

Mme la Secrétaire f.f. : 29 Prochain candidat Nathalie Rat, son PTB.

M. le Président : Votants 30 29. Oui. Une abstention. Total des votes 30.

Mme la Secrétaire f.f. : Et le dernier candidat, Ahmed El Kanou.

M. le Président : Ah là là, c'est là, Ça se discute les gars.

M. l'échevin Haouari : On s'en va.

M. le Président : Pas de gros mots. S'il.

M. l'échevin Haouari : Vous plaît.

M. Arabi : Qu'est ce.

Speaker 2: Que c'est? Tu te croyais où? Dans un champ ou quoi? Enfin, je peux même pas te tutoyer., j'ai moi aussi fait une erreur.

M. le Président : Bon allez. 31 Votants 27. Oui trois? Non. Une abstention?

M. l'échevin Haouari : Moi ça passe. Ah la seule. Non, c'est pas vrai. C'est toujours.

M. le Président :. Très bien. Le point suivant. Point dix Molenbeek Formation asbl.

Mme la Secrétaire f.f. : Alors première candidate Catherine Moureaux. PS.

M. le Bourgmestre f.f. : Ah, il est foutu.

M. l'échevin Haouari : C'est pas par hasard.

M. le Bourgmestre f.f. : Faut recommencer.

M. le Président : Pouvez vous recommencer? C'est bon, c'est parti., alors. 30 votes Votants 21. Oui. Neuf. Non. Total 30 votants.

Mme la Secrétaire f.f. : Ensuite. Ahmed. Jana. PS.

M. le Président : Présent 28 27. Oui. Une fois. Non. Total des votes 28.

Mme la Secrétaire f.f. : Ensuite Loos Alvarez. PS.

M. l'échevin Haouari : C'est pas grave PP.

M. le Président : Présent 31. 25 Oui. Cinq Non. Une abstention totale 20 31.

Mme la Secrétaire f.f. : Ensuite, Ryan Talbi, PTB.

M. le Président : Présent 31 29. 30 Oui, une abstention. Total des votes 31.

Mme la Secrétaire f.f. : Ensuite. Ibrahima Bah. PTB.

M. l'échevin Haouari : On voit que ce sont des gentils. Maintenant qu'on est complètement le méchant, il y a des gens qui sont partis dans le cauchemar.

M. le Président : Présent 30 et 30. Oui, à l'unanimité.

M. l'échevin Haouari : Je pense que la liste. C'est beaucoup.

Mme la Secrétaire f.f. : Alors, la suivante. Maria Van de Vogel, PTB. Maria van de Vogel. Qui au fond, en jaune.

M. l'échevin Haouari : Pas bien, ? Elle est là, le bras dans le vide. Non, ce n'est pas ça. Ça veut pas dire je m'excuse.

M. le Président :.. Présent 30 27. Oui trois. Non.

M. l'échevin Haouari : Qui vote vraiment?

M. le Président : Total des votes 30.

Mme la Secrétaire f.f. : Ensuite. Taoufik Hamzaoui Mahamat.

M. l'échevin Haouari : Je vous le dis juste parce que c'est juste, Madame. Je. VEUX dire.

Mme la Secrétaire f.f. : On a voté.

**M. le Président : Présent 31 29 Oui. Une fois non. Une abstention totale des votants.**

**Mme la Secrétaire f.f. : 31 Le dernier candidat Miguel Torres Garcia Écolo.**

**M. l'échevin Haouari : Oui. 32 Votants. 35 Oui.**

**M. le Président : Présents 31 et à l'unanimité 31.**

**Speaker 2:.**

**M. le Président : Le point suivant et c'est Mission locale de Molenbeek-Saint-Jean A.S.B.L. Renouvellement, Madame la secrétaire communale.**

**Mme la Secrétaire f.f. : à nouveau Catherine Moureaux de droit. Premier candidat. Ahmed Diané PS Mission locale.**

**M. l'échevin Haouari : Et. Alors. On va marcher. Oui.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Janet, je dis Janet.**

**M. le Président : C'est Mr. Janet. M. Janet? Ahmed, notre bourgmestre faisant fonction. Alors c'est 31 et c'est aussi 31 à l'unanimité. Bravo!**

**Mme la Secrétaire f.f. : Ensuite, Lou Alvarez. PS.**

**M. le Président : Présent 30 24. Oui six six. Non. Et votants 30.**

**M. l'échevin Haouari : Oui.**

**M. le Président : Oui 31. Présents 25. Oui. Si non et votants 31.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Si.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Ensuite Ryan Talbi, PTB.**

**M. l'échevin Haouari : Est très sympa. Comme Karim, je suis gentil quand je rentre dans la case du.**

**M. le Président : Présent, 30 30 présente 31 et 31 oui à l'unanimité. Bravo!**

**Mme la Secrétaire f.f. : Ensuite, Maria Van de Vogel, PTB.**

**M. le Président : Votez s'il vous plaît! Merci. Présent 27 28. 20.**

**M. l'échevin Haouari : Deux C'est bon.**

**M. le Président : C'est bon alors. Présent. 30. 29 Oui, une abstention.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Ensuite, Taoufik Hamzaoui m'a.**

M. l'échevin Haouari : Demandé de ne pas être.

M. le Président : Présent. 29 26 Oui. Deux Non. Une abstention totale des votants.

Mme la Secrétaire f.f. : 29 Et enfin Jamal indépendant.

M. l'échevin Haouari : Est-ce que je fais ça? Oui. Il faut.

Mme la Secrétaire f.f. : Il faut un vote en plus, Un coup de bol. Il faut quelqu'un. Il faut quelqu'un.

M. le Président : Ici.. Une situation particulière? 30 Présents. Quatorze Oui. Seize Non.

M. l'échevin Haouari : C'est méchant ça. Je propose qu'on le remplace par quelqu'un d'autre de l'opposition. On ne peut pas.

M. le Président : On doit remplacer par quelqu'un d'autre. On devra On devra remplacer par quelqu'un d'autre. On devra remplacer par quelqu'un d'autre. Oui. Je. Nous allons voir madame la. La salle intercommunale va voir un peu le. Par rapport à la loi. Nous, nous allons calmer les esprits. Concorder entre vous, regarder un peu et.

M. l'échevin Haouari : Maintenant.

Mme la Secrétaire f.f. : On refait un vote.

M. le Président : Alors écoutez, écoutez, chers chers collègues, chers collègues. Moi, ce que je propose. Question de sagesse, messieurs. Ce. Mollo, Monsieur, je n'ose pas.

Speaker 2: Prononcer le nom de Monsieur Arme. Non mais je rigole! Écoutez.

M. le Président : Chers amis, question de sagesse. Si vous voulez bien, nous recommençons le vote de Monsieur Jamal. Nous recommençons le vote. Ça vous dérange pas?

M. l'échevin Haouari : ça me dérange.

Speaker 2: Il y a eu un vote. Est ce que on va revoter?

M. le Président : Ou bien on.

Speaker 2: Doit.

M. l'échevin Haouari : On peut pas.

Speaker 2: On peut.

M. l'échevin Haouari : Aller.

Mme la Secrétaire f.f. : Ils ont voté.

**Speaker 2: Recalé Ou bien.**

**M. le Président : Ou bien On repose pour la prochaine fois.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Non, pas.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Le Joker, non.**

**Speaker 2: Non non.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Si on doit présenter un nouveau candidat.**

**Speaker 2: Pour la prochaine fois.**

**M. le Président : Ouais, ça veut dire que lui..**

**M. l'échevin Haouari ; c'est notre position. Sous la pression. Discuter et voter. Oui.**

**Speaker 2: Est-ce qu'on peut faire ça?**

**Mme la Secrétaire f.f. : Oui.**

**M. le Président : Est ce qu'on peut le faire?**

**Mme la Secrétaire f.f. : Et on reviendra dessus aujourd'hui même.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Oui.**

**M. El Khannouss : Oui.**

**M. le Président : Chers collègues, nous allons, laisser ce point en suspens. Nous, on vous laisse le temps d'en discuter.**

**M. l'échevin Haouari : Oui, je pense que ce sont des idées parce que ce sont. Ces dames sur la table.**

**Speaker 2: Oui.**

**M. l'échevin Haouari : C'est bien ça. On continue parce.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Qu'on peut continuer.**

**Speaker 2: Alors.**

**M. le Président : Point douze, nous reviendrons sur le point onze après,, nouvelle attribution des mandats auprès du Centre d'entreprises de Molenbeek-Saint-Jean.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Alors, première candidate Catherine Moureaux. PS.**

M. le Président :, 30 treize ans, 21 Oui, neuf Non. Le total des votants 30 oui oui, effectivement, je vois le. Permettez moi de terminer. Merci., il y a, je pense, un point d'ordre. C'est ça, Monsieur Arabi. Monsieur Arabi.

M. Arabi : Merci.

M. le Bourgmestre f.f. : Mais c'est un peu trop tard,. Parce que vous étiez pas attentif à l'écran?

M. Arabi : On doit appuyer sur le bouton pour parler.

Speaker 2: Non, non non.

M. le Président : Non, Je m'excuse. Je. Non, parce que vous dites Vous me critiquer en disant Je n'étais pas attentif. J'étais en train de donner les chiffres du vote. Je peux pas faire deux choses en même temps. Allez y. Intervenez, Monsieur.

M. l'échevin Haouari : Vous voulez prendre la parole?

M. le Président : Désolé. Très bien, On peut.

Mme la Secrétaire f.f. : Continuer.

Mme la Secrétaire f.f. : Alors Candidat suivant Ahmed, Jana et PS.

M. le Président : Présent 30 38. total des votes 30 à l'unanimité.

Mme la Secrétaire f.f. : Candidat suivant Mustapha Idrissi. PS.

M. l'échevin Haouari : Ça marche Par.

M. le Président : Présent 30 28. Oui. Non. Une fois le total des votes 30. 29 29 Oui, ça, ça vient de de changer. Et une fois. Non.

M. l'échevin Haouari : Il y a un problème technique chez moi, ça ne fonctionne pas. Ah, J'ai rien à voter. Il n'y a rien d'autre. Je ne sais pas si ça fonctionne pour vous. C'est clair. C'est parti.

Speaker 2: C'est bon. C'est. Très bien.

Mme la Secrétaire f.f. : C'est bon.

M. le Président : oui.. point treize.

Speaker 2: Mon.

Mme la Secrétaire f.f. : Premier candidat Medjani. PS.

M. l'échevin Haouari :.

M. le Président : Présent 30 38. Eh il a la côte ce soir.

Mme la Secrétaire f.f. : Ensuite Abd Rachid Asad. PS.

M. le Président : 30 Présent 21. Oui. Huit. Non. Une abstention 31. Ah non, mais ça a changé. Présent 31. 20 22 Oui. Oui. Non. Une abstention. Total des votants 31.

Mme la Secrétaire f.f. : Et Mohamed El Bouzidi PTB.

M. l'échevin Haouari : Moi c'est pas le gentil couplet sur la sortie. De l'album. Il est très gentil, il est compétent. On comprend pourquoi il est toujours présent.

M. le Président : 30 38 à l'unanimité. Bravo. Bon point suivant. Point quatorze.. Le holding communal S.A. En liquidation.

Mme la Secrétaire f.f. : Un candidat, Karim Houari Mahamat est.

M. le Président : Présent 30 38 à l'unanimité. Bravo! Point suivant.. Intercommunal d'élimination.

Mme la Secrétaire f.f. : Un seul candidat Taoufik Hamzaoui Mahamat.

M. le Président : Présent 30 27. Oui. Deux. Non. Une abstention totale 31. Pardon. 31. Présent 28. Oui. Deux. Non. Une abstention totale des votants. 31.16 Iris Team asbl.

Mme la Secrétaire f.f. : Première candidate Josiane Dostie PTB.

M. l'échevin Haouari : Adresse. Salade verte.

M. le Président : À enlever.

Mme la Secrétaire f.f. : Pour ensuite. Yassine à qui. PS.

M. le Président : Présent. 29 29 Oui.

Speaker 2:...

M. le Président : Eric net. Point 17.

Mme la Secrétaire f.f. : Une candidate Josiane Dostie, PTB.

M. le Président : Martine.

Mme la Secrétaire f.f. : Decroly première candidate Josiane Dostie, PTB.

M. le Président : Présent 30 38. Total des votes 30.

Mme la Secrétaire f.f. : Ensuite, il y a Cina qui. PS.

**M. le Président : Enlever les Profits sept. Point 19. Centre communautaire maritime A.S.B.L.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Premier candidat Medjani.**

**M. le Président : De se former, de vous être FNSEA. Et.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Ensuite, Aïcha à Soufi. PS.**

**Speaker 2: Je sais pas moi.**

**M. l'échevin Haouari : Pour gagner ce combat, pas du salut.**

**Speaker 2: Mais. Je veux corriger après.**

**M. le Président :. Présent 31 38 Une fois, Non. Et tout à l'heure, j'ai fait une erreur. Je voulais dire Monsieur le Bourgmestre faisant fonction de FNSEA.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Ensuite. Naturellement. PTB.**

**M. le Président : Présent 30. 28 31 Pardon. Présent 31 38. Une fois. Non. Total des votants.**

**Mme la Secrétaire f.f. : 31 Oumar Diallo PTB.**

**M. le Président : Présent 28 29.**

**Mme la Secrétaire f.f. : 30.**

**M. le Président : Il m'en manque un, mais bon. Présent 30 38. Bravo!**

**Mme la Secrétaire f.f. : Mohamed Lamouchi Mahamat.**

**M. le Président : Présent 31 27 huit 30. Non. Une abstention. Total des votes 31.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Trois Non. Trois.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Ensuite, Nicole, Montoise et maire.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Oui.**

**M. le Président : Présent. 29. Non..**

**Speaker 2: Ça va.**

**M. le Président : Présent 30. Sept Oui. 23 Non. 30 votants.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Et enfin Mohamed Chikh TFA.**

**Mme la Secrétaire f.f. : pas possible! Il faudrait.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Un autre.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Candidat. Ah oui oui.**

**M. El Khannouss :**

**M. le Président : 30 présents, 38 et 30 votants, 30 présents, 38 et 30 votants..**

**Mme la Secrétaire f.f. : C'est bon? Oui.**

**M. le Président : Point 29 Épicerie sociale en ASVEL.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Première. Oui. Oui.**

**Mme la Secrétaire f.f. : 2140.**

**M. le Président : Et le premier. De Léa et son essai. Qui.**

**M. Mahdaoui : Sont maritimes.**

**M. le Président : Sont maritimes.**

**M. l'échevin Haouari : C'était. Une référence.**

**M. le Président : Pour la mission locale.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Ça sera après à regarder. Parce que j'ai un problème.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Avec.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Via.**

**M. l'échevin Haouari : Toujours. Fasciné. Par ces livres qui contiennent.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Je vais je vais demander. On doit revenir sur le vote de Via.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Oui.**

**Mme la Secrétaire f.f. : De via.**

**M. l'échevin Haouari : Parce que vous pouvez faire attention.**

**M. le Président : Chers amis.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Dans le vote de Via, je n'ai cité que les candidats de la majorité. Et effectivement, dans. Dans la. La décision précédente du 24 du six, il est bien noté qu'il y avait deux candidats de l'opposition aussi qui doivent être,, désignés. C'est ce que voulait dire monsieur Arabi. Peut être. Oui,, c'est ça. Ouais. Alors le premier, la première candidate est Nicole, Montoise.**

**Mme la Secrétaire f.f. : ASI.**

M. l'échevin Haouari : La partie est.

Mme la Secrétaire f.f. : Mer.

Mme la Secrétaire f.f. : Et mer.

M. l'échevin Haouari : Bon, je vous donnerai les consignes de vote. Pensez à changer de bouchon. Bonjour Monsieur. J'ai.

M. le Président : EU 26 26 présents. Cinq, huit, 21 ans. 27 Présent Si oui et 20 21 en 27. Le total de scrutins. Il y a madame Sagan qui prend la parole, mais.

Mevrouw Sagon : Je trouve ça vraiment honteux, ? C'est vraiment ce qu'on a. Le maire a quand même huit places ici, au conseil communal. C'est une femme, on ne la connaît pas. Et juste par geste de vengeance, j'imagine. Non, non, mais c'est vraiment ça. Maintenant, vous faites en sorte que. L'idée est quand même qu'on a une bonne, qu'on a de bonne assemblée générale. L'idée, c'est que, aux Vias, au CCM, dans toutes ces organisations, on a plusieurs perspectives qui sont amenées, qu'on a des gens qui qui contrôlent aussi les autres, qui amènent de bonnes idées, qui amènent des différentes perspectives, des différentes réflexions. Je comprends que parfois on n'est pas d'accord, croyez nous sur avec Aimé ce qui se passe au niveau fédéral, on n'est pas d'accord du tout. Mais pour après punir une femme ici à Molenbeek qui veut se rendre utile dans sa communauté, je trouve ça vraiment pitoyable comme réaction..

M. le Président : , ça comprend que le système de se dire votre. Démocratie., ce que je veux dire par là, c'est que bon,, le vote est secret et on ne peut pas pénaliser ceux qui ont voté peut être pour ou contre., chacun est libre dans ses démarches. Très bien. Oui Monsieur Arabi.

M. Arabi : Merci Monsieur le président. Moi c'est juste pour une petite précision si vous voulez,, je vous cite pas à voter l'un ou refuser l'autre, mais avant hier on avait une assemblée, chez Via, ça a été annulé et, dans le Maine, on avait reçu que c'était à cause de Molenbeek. s'il vous plaît, rien que pour l'image, on a trouvé une solution parce qu'on représente vraiment mal cette commune avec. Bon, là c'est vraiment un détail, mais sachez que ça a été reporté à cause de nous. Et la prochaine date, c'est le 1<sup>er</sup> octobre, on doit vraiment trouver une solution d'ici le 1<sup>er</sup> octobre. Sinon, c'est encore un mail qui dit que ce qui nous empêche de commencer,, l'Assemblée générale. Merci.

M. le Président : Merci Monsieur Arabi.

Mme la Secrétaire f.f. : oui, Celui du 24 du six n'est pas annulé.

M. l'échevin Haouari : Non, pas encore.

Mme la Secrétaire f.f. : Non.

M. l'échevin Haouari : Je sais.

Mme la Secrétaire f.f. : Excusez-moi, mais il y a un problème. En fait, on m'a. J'ai. On m'a induit en erreur. Monsieur l'Opposition, Monsieur, Madame et Monsieur Arabi ont été et ont été élus le 24 du six. Et cette décision là n'a pas été annulée. il ne faut pas revoter. Et c'est pour ça que dans le défi tel qu'il est présenté aujourd'hui, on ne revote pas, pour les membres de l'opposition.

M. l'échevin Haouari : Bien précise que il y avait eu un mauvais choix de questions.

Mme la Secrétaire f.f. : Vous avez reçu un mail? Vous voyez.

M. l'échevin Haouari : On ne va pas dire que ça a été annulé. On m'a dit qu'il y a un problème chez vous.

Mme la Secrétaire f.f. : Vous avez reçu un mail de via?

M. l'échevin Haouari : Oui, je suis passé.

Mme la Secrétaire f.f. : Oui. Non.

M. l'échevin Haouari : Je ne sais pas. Personne. Et on m'a dit que ça va être réglé avant le 1<sup>er</sup> octobre.

Mme la Secrétaire f.f. : Oui.

M. l'échevin Haouari : En tout cas, non.

Mme la Secrétaire f.f. : Mais la décision du 24 du six n'a pas été annulée par la tutelle. C'est la décision précédente qui a été annulée et c'est pour ça qu'il ne pouvait pas y avoir eu. C'était quoi qu'il y avait hier une AG ou une AG hier? C'était ça le problème. Mais en fait, la décision du 24, du six, où on élit les deux personnes de l'opposition.

Mevr. de Schepen Raiss : Dont madame.

Mme la Secrétaire f.f. : Montoise, celle là, n'a pas été annulée par la tutelle puisqu'il y avait déjà les boîtiers en bois qui assuraient le vote secret. il ne fallait pas revoter pour vous et pour pour madame Montoise, le dernier vote concernant mon Twizy et est annulé.

M. l'échevin Haouari : En fait, c'est une question qui a été évoqué. Cette décision a été retirée.

M. le Président : finalement.

Mme la Secrétaire f.f. : C'était bon.

Mme la Secrétaire f.f. : Allez, on passe.

M. l'échevin Haouari : Au point suivant, c'est fini.

Mme la Secrétaire f.f. : J'étais en forme. Non, non, il y a en fera encore.

M. l'échevin Haouari : Un peu trop.

M. le Président : Chers amis.. Point 20. Épicerie sociale. On fora.

Mme la Secrétaire f.f. : En fora.

M. le Président : En fora s a.s.b.l Épicerie sociale.

Mme la Secrétaire f.f. : Alors première candidate, Noëlla est la cruche.

M. le Président : PS Ah elle est très gentille.

M. l'échevin Haouari : Merci pour toutes ces filles Noëlla.

M. le Président : 24 Présents 20 25 Présents 24. Oui et une fois non. Ça c'est surprenant.

Mme la Secrétaire f.f. : Ensuite.

M. le Président : Je, il y a monsieur Arabi, vous prendre la parole.. Très bien.

Mme la Secrétaire f.f. : Deuxième candidat.

Mme la Secrétaire f.f. : Oui, oui, c'est fini.

M. le Président : Elle termine.

Mme la Secrétaire f.f. : Demain.

M. le Président : Oui monsieur Diallo, allez y.

M. Mahdaoui : S'il vous plaît, chers collègues.

M. le Président : Madame de.

M. Mahdaoui : S'il vous plaît. Parce que c'est vraiment important que les mandats soient votés. Le risque est que si on ne vote pas ces mandalas, les assemblées et les on ait, le quorum n'est pas là. C'est vraiment important. S'il vous plaît, ça va? Non, c'est. C'est pour prévenir. Sinon, le risque est que. Il y aura beaucoup de rebelles qui seront bloqués et qui ne pourront pas présenter leurs comptes et qui seront vraiment pénalisés. Non, mais c'est juste parce que si tout le monde part, on risque de de se retrouver. c'est vraiment important que nous prenions du temps pour valider ce mandat, s'il vous plaît.

Mme la Secrétaire f.f. : il y a encore un candidat pour un fora. Wafa et PTB.

M. le Président : Hommes. Présents 24 et 24 huit 24 votants.

M. l'échevin Haouari : C'est bon.

**M. le Président :** , Merci beaucoup pour les mandats. Nous allons au point suivant. Point 21 eu les cuisines bruxelloises. Assemblée générale extraordinaire du 29 septembre 2025.  
**Modification des statuts.**

**Mme la Secrétaire f.f. :** Sur les deux EU.

**M. le Président :** Ah oui, nous revenons sur les deux votes des candidats qui n'ont pas été élus., c'était par rapport à.

**M. l'échevin Haouari :** Ça.

**M. le Président :** pour la mission locale.

**Mme la Secrétaire f.f. :** Charlène. Charlène.

**M. le Président :** Charlène.

**Mme la Secrétaire f.f. :** Quelle perte!

**M. l'échevin Haouari :** Écolo.

**Mme la Secrétaire f.f. :** Écolo.

**M. l'échevin Haouari :** Écoute.

**Mme la Secrétaire f.f. :** Mission locale.

**M. le Président :** présent 26 et 26. Oui, 26 votants.

**M. l'échevin Haouari :** On n'a pas voté. On fait les comptes. C'est bon. Allez, on y va.

**M. le Président :** Y. On n'a pas voté. On n'a pas voté apparemment.

**Mme la Secrétaire f.f. :** Mission locale. La personne qui est représentée de l'opposition, c'est Léa Charlet pour Ecolo.

**M. le Président :** 26 présents et 26 oui, 26 votants.

**Mme la Secrétaire f.f. :** Ensuite, pour le centre maritime.

**Mme la Secrétaire f.f. :** Je lis.

**M. le Président :** Que.

**M. El Khannouss :** Tu as changé.

**M. l'échevin Haouari :** Tu as changé.

**M. Ouassari :** Je vais être autonome.

**Mme la Secrétaire f.f. : Je ne sais pas faire.**

**M. le Président : Non, tu n'as pas ça. Non.**

**M. l'échevin Haouari : Si c'est bien ça, je ne peux pas.**

**M. le Président : On m'a donné un nom.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Comment ça va?**

**Mme la Secrétaire f.f. : c'est Major Maillard. Maillard Qui?**

**Mme la Secrétaire f.f. : Tony Pour.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Les engagés.**

**M. le Président : 27 Présents. 26 Oui et une fois non. Total des votes. 27 Très bien. la partie des mandats est terminée. Nous allons vers le point 21.. les cuisines. Bruxelloise. Assemblée générale extraordinaire du 29 septembre 2025. Modification.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Il faut changer le nom. Il faut changer le.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Nom qui a dans la dévider. Changeons. C'est la personne qui a été élue aujourd'hui. qui nous représente? Yassine Akhi Oui.**

**M. le Président : Oui, mais ceux qui nous représentent. D'accord c'est merci. Alors point 22. RH Règlement de travail, Horaires du travail personnel Ouvrier d'entretien, Service des sports. chers amis. 23 Logement temporaire Transit Approbation.. 24 Logement temporaire Transition modification... 25 Recettes communales Vérification. Okay.. 26 Recettes communales Marché des services pour les. Okay.**

**Mme la Secrétaire f.f. : Le 25, c'était une prise de connaissance.**

**M. le Bourgmestre f.f. : Mais on vote comme.**

**M. l'échevin Haouari :.**

**M. le Président :.**

**M. le Bourgmestre f.f. :.**

**M. le Président : Très bien. 26 Okay. 27 Département Infrastructures et développement urbain Marche., chers amis. 28 Mobilité Police de la circulation routière. Okay. 29 Propreté communale. Okay okay. Propreté communale Encore une fois, le 30 d'un terrain communal, et cetera. Six Alors. 31 Propreté communale Aliénation d'un terrain communal. Okay. Merci. 32 Motion déposée par Monsieur Bensalah. Okay.**

**M. l'échevin Haouari : Mais.**

M. le Président : Tu remportes, ?

M. l'échevin Haouari : Tous. Séparés. Je sais que je peux compter sur la seconde, je m'en rends compte., on va. Tout de suite rappeler notre jeunesse. Parce que si on ne va pas assez vite.

M. le Président : Alors oui. chers amis,, Monsieur Bensalah et, Le point, votre motion. Point 32.

M. l'échevin Haouari : Est ce que.

M. le Président :. Chers amis, une pause de cinq minutes., c'est bien votre engagement politique, c'est bien. Hum., nous étions au point 32 et la parole est à monsieur Bensalah.

M. Salah : Merci, Monsieur le président., c'est concernant, c'est une motion concernant le survol de Molenbeek,, qui,, est clairement sacrifiée., c'est une motion qui met en avant,, le fait que le survol répété,, d'avions au dessus de notre commune, en particulier de nuit,, qui génère des,, des nuisances, la pollution,, est intolérable., les innombrables plaintes des riverains, des associations, des collectifs citoyens restés sans sans réponse effectif depuis des années. Les études scientifiques qui démontrent l'impact dramatique du bruit sur la santé.. Les troubles du sommeil, les maladies cardiovasculaires, le stress chronique, perte de concentration, chez les enfants, etc. Les engagements nationaux et internationaux de la Belgique en matière de de protection de la santé publique et de réduction des nuisances sonores et environnementales. Considérant que Molenbeek et l'Ouest de Bruxelles subissent une injustice flagrante, servant depuis trop longtemps de couloirs aériens pour préserver d'autres territoires politiquement mieux protégés, ce qui est un scandale que l'Etat fédéral, seule compétente en matière d'aviation civile, se rend coupable d'inaction et de mépris envers des dizaines de milliers d'habitants. Que cette situation caution constitue une rupture d'égalité entre citoyens, en contradiction avec les principes fondamentaux de notre démocratie. que le silence et l'inaction fédérale minent la confiance des citoyens envers les institutions et nourrissent un sentiment d'abandon. Le Conseil communal décide de dénoncer avec la plus grande fermeté le traitement réservé aux habitants de Molenbeek, transformée en variable d'ajustement des trajectoires aériennes. Deux sommes l'Etat fédéral et le ministre de la Mobilité de prendre dans les plus brefs délais des mesures claires et contraignantes. Interdiction immédiate des survols de nuit sur Molenbeek de 22 h à 6 h, redéfinition des couloirs aériens pour mettre fin aux survols systématiques de zones densément peuplées. Une sanction financière sévère contre les compagnies qui dépassent les normes de bruit et qui persiste et viole la tranquillité des riverains. La mise en place urgente de compensation pour les habitants affectés exige que l'Etat fédéral cesse de jouer la montre et présente dans un délai maximum de trois mois, un plan d'action concret assorti d'un calendrier précis. Charge le Collège de transmettre cette motion immédiatement au premier ministre, au ministre fédéral de Mobilité et la Direction de. À la direction de l'aéroport de Bruxelles nationale. Coordonner une action commune avec les autres communes bruxelloises victimes du même sévice.

Engager. Si aucune réponse fédérale n'est apportée dans les délais fixes, toutes les démarches juridiques nécessaires pour défendre les droits des habitants de Molenbeek. Je vous remercie.

M. le Président : Merci, monsieur Bensalah.. Je donne la parole à Monsieur Wasabi..

M. El Khannouss :

M. Ouassari : D'habitude, on reçoit toujours les motions. Nous, les chefs de file, on reçoit toujours les motions avant. Moi, je n'ai pas reçu cette motion là, alors je demande une interruption de séance de trois minutes. Oui.

M. le Président : Oui. Oui. Les trois minutes sont accordées.

M. l'échevin Haouari : Merci.

M. le Président : Bien. Je. Que veux tu en m'offrant au salon?

Mevrouw Sagon : Merci beaucoup., on rejoint, notre collègue Bensalah. La pollution sonore, c'est vraiment une pollution énormément sous-estimée. Et pourtant il s'agit d'une pollution particulièrement particulièrement insidieuse., c'est. Les moments de silence sont essentiels et c'est clair quand il y a plein d'avions qui passent chaque quelques minutes, sous la tête des gens, ça devient très compliqué pour la santé et pour le calme. Et ainsi,, on veut tout à fait soutenir cette motion. On a proposé quelques amendements,, en lien avec,, le fait que le permis d'environnement pour l'exploitation de Bruxelles Airport, ça a été annulé en juillet de cet été, ce qui donne aussi une opportunité pour vraiment revoir ce permis d'une façon plus juste, plus correcte., on a aussi revu quelques termes qui étaient un peu trop agressifs d'après nous. Pour le rendre un peu plus juridique, je dirais. Contexte. On a fait une référence au fait que on parle ici des communes les plus densément peuplées et qui a. Ainsi, l'impact de ces survols est encore beaucoup plus pire pour la santé de la population. Et on a aussi fait quelques références spécifiquement au gouvernement flamand, vu que c'est eux qui donnent le permis d'environnement pour le Brussels Airport. Une dernière référence qu'on a ajouté, c'est une demande au conseil communal et à la commune de prendre soin de bien suivre le niveau de bruit et les dépassements de normes applicables, sur base des données recueillies par le station de mesure que nous, comme on le met qu'on a avant Bourgade. Il y a maintenant un nouveau site web Noise monitoring de Bruxelles Environnement qui facilite ça et qui est vraiment facile. Mais comme ça, on a vraiment des données pour dire ce qui se passe ici est inacceptable., les amendements ont été., on est d'accord,, pour le reste et ont été envoyés au secrétariat,, à l'instant. Alors,. Merci beaucoup, En tout cas.

M. le Président : Merci de me mener.

M. Sumlu : Merci, monsieur le président. C'est juste en deux mots. évidemment,, tout ce que ma collègue a dit et aussi,, monsieur Bensalah, qui a déposé cette motion,, j'attire aussi votre attention sur cette pollution sonore., n'oublions pas que nous sommes quand même dans une commune,, avec, une densité très forte. Et beaucoup de familles vivent aussi dans des

logements extrêmement étroits, avec beaucoup d'enfants, beaucoup de parents parfois multigénérationnelles. Et n'oublions pas que quand même, on a de plus en plus de vagues de chaleur,. Surtout qu'ici, la situation, c'est arrivé au mois de juillet. Je vous avoue que dès que vous ouvriez des fenêtres d'un côté la rue avec les véhicules Motorisé à toute vitesse. Et ça aussi, c'est pour ça que je voulais prendre la parole. Heureusement, parce qu'il faut quand même qu'il y ait une intention particulière qui doit être mise en place aussi par la commune pour cette pollution sonore aussi. Et en plus, vous ajoutiez ça, les avions qui atterrissaient décoller, je ne sais pas dans quel sens, toutes les deux minutes, même pendant la nuit à 3 h, 4 h du matin, c'est impossible. VRAIMENT impossible de pouvoir dormir. Et des personnes qui travaillent la nuit y rentrent. Ils doivent quand même être reposés. Il y a des personnes qui partent tôt le matin. Il y a pas mal de personnes qui commencent à cinq ou 6 h du matin. Et même certains de nos ouvriers au niveau des communes. Et ces personnes là, ils n'ont jamais l'occasion de pouvoir vraiment,, se reposer. Et je trouve que c'est une motion qui a toute son importance, et c'est juste que cette pollution sonore, c'est aussi existant au niveau de nos routes, de nos voiries communales. J'aimerais bien aussi qu'on puisse évidemment en second temps, faire attention à ça. Merci.

M. le Président : Merci, Monsieur ce loup., nous allons passer au vote. Je Je donne à un instant la parole à monsieur Bensalah pour une précision concernant le. L'amendement.

M. Salah : Je tiens à remercier, évidemment,, les collègues ici présents,. écolo Grund. Et merci infiniment pour, pour ces ajustements, ainsi que Monsieur Hassane Sari pour son ajustement qui vise à faire en sorte d'apporter une éclaircie, un éclaircissement et pouvoir pointer du doigt le responsable en chef en titre si je puis dire, à savoir, le ministre de la Mobilité fédéral, au lieu de dire fédéral, ce sera ministre de la Mobilité fédéral. Je vous remercie.

M. le Président :, chers collègues, nous allons passer au vote. D'abord l'amendement.. nous avons eu 23 votants, 23 oui et 25 oui, oui, si l'on est limité. Oui mais bon Ah non excusez moi, c'est 24. 20 84. Alors ouais, ce serait vraiment le comble. Effectivement, ce serait vraiment le comble de voter contre soi. Effectivement. Merci merci merci! Nous allons maintenant passer au vote,, de la motion. Unanimité et unanimité, ? Allez.. Bravo. Parfait. ceci. Ceci dit, nous allons passer en huis clos. S'il vous plaît, Merci. d'Être là jusqu'à la fin avec nous. C'est vraiment très très gentil. Sans oublier notre protecteur, nos protecteurs, la police bien entendu. G Nous les remercions au nom du conseil et, Monsieur Neil également. Neil pardon, les techniciens et tous ceux que j'aurais oublié qui participent à cette belle séance de près ou de loin. Merci à tous et à toutes et à la prochaine.